

**acpas-1898 1824-relations hospice vs archevêché**

Les Hospitalières de Rebecq,  
à Monsieur de Roquetaure, archevêque de Malines.  
Monsieur, à Malines le 23 février 1806.  
+ J. A. Vercq de Malines

La Providence divine nous ayant maintenu dans notre État, et dans notre maison  
ou nous désirons finir nos jours, nous ne cessons d'en rendre grâce au très-haut.  
nous ne manquons pas d'invoquer le Seigneur en votre faveur pour qu'il daigne  
vous aider à supporter les travaux apostoliques dont vous êtes chargé.

Je ne sais si votre Grandeur est informée que nous sommes dirigées, pour le temporel,  
par une commission spéciale, établie par le Gouvernement depuis le 2 août 1797.  
Cette commission a reçu un m<sup>r</sup> séculier en qualité de Pensionnaire à notre hôpital  
il y a quelques mois; C'est un bienfaiteur de notre maison, âgé de 74 ans, d'une  
conduite irréprochable; Comme c'est notre coutume d'admettre à notre table nos parents  
et amis, par économie, nous avons crû provisoirement, pouvoir admettre notre  
Pensionnaire pour la même raison, et même pour prendre le thé le matin, ne dérogeant  
nullement à la régularité à son occasion, les jours de silence il s'y conforme comme un ancien  
Religieux consommé dans la vertu. Quant son parfait contentement ici, nous ne doutons pas  
qu'il aimera d'y finir ses jours; à cet effet, nous prions très-humblement votre Révérence de nous  
permettre de l'admettre à notre table pour les raisons sus-dites.

Espérant faire grâce, et vous demandant votre sainte bénédiction au nom de votre  
Communauté, vous présentant nos hommages respectueux,

J'ai l'honneur d'être avec vénération et respect,

Monsieur,

Rebecq le 12 Février 1806.

Votre très-humble et très-soumise fille,  
S. M. F. Faignart Prieure.

P.S. le nom de notre Pensionnaire, c'est, M<sup>r</sup> E. L. Parmentier ancien-maitre de Poste,  
et Bailli de Tubise, département de la Yvelle.

N<sup>o</sup> 18<sup>o</sup> Dominic!

Archives des Religieuses  
Augustines  
Rebecq-Rognon No<sup>o</sup> 85

Religiosae sub vestra directione etiam gaudere  
possunt dispensatione concessa in jejuniis 40<sup>ma</sup>.

Currentis anni

je suis chargé d'envoyer a mon<sup>seigneur</sup> l'archevêque  
une réponse détaillée aux questions suivantes:  
elles n'ont pour objet que de procurer à ces  
établissements les effets de la protection qui  
leur est accordée par le gouvernement.

quel est le nombre des Sœurs & ...

le nombre de leurs aspirantes &

quels sont leurs moyens de subsistance?

Dignis tradere meo famulo responsura ad duo  
ultima quæ sita.

præcipue quidem ad ultimum quot proventus  
anini ipsi tribuantur pro sustentatione  
totius domus et an præter infirmos et senes

etiam teneantur recipere orphanos <sup>aliosque</sup> infantes &

apprecor jejunia salutaria etiam Religiosas  
ad d<sup>no</sup> priore et veneranter S<sup>os</sup> nos

3 febr 1807

Justine Thomis

Humill. Vester famul

J. Bonif. Des.

10 fevrier 1807

11  
Copie de la réponse à lettre de M<sup>r</sup> Vonck Doyen de Lombek datée du 2 février 1907.

R<sup>de</sup> admodum Domine

gratias agunt R<sup>de</sup> V<sup>ra</sup> vestrae maximas R<sup>de</sup> prioris Astoraeque moniales quod earum Curam habuerit pro dispensatione concessa in jejuniis 40nali currentis anni.

Quantum ad quae sita:

1<sup>o</sup> il y a dix sœurs, y comprise la Supérieure.

2<sup>o</sup> une aspirante (citée dans Domestiques)

3<sup>o</sup> pour leurs moyens de subsistance, M<sup>r</sup> le préfet autorise la dépense de l'hospice de Rebecq jusqu'à la concurrence de la somme de cinq mille cent quarante-huit francs - - - - - ici 5148

et arrête l'excédent à celle de cinq cents

quarante neuf francs, cinquante sept centimes - ici 549 -- 57.

Somme égale aux revenus - - - - - 5697 -- 57.

il faut noter que la contribution foncière des biens de toute espèce, l'entretien et réparation des bâtiments, et les frais de Bureau de l'administration portent un <sup>beaucoup</sup> plus forte que celle autorisée dans le tableau à chaque de ces trois articles, laquelle somme doit être payée hors de celle de 5148 francs autorisée pour la dépense de l'hospice.

Outre sept vieilles femmes qui habitent l'hospice, la maison doit encore entretenir quatre enfants trouvés et donner à plusieurs personnes de ce village du secours à domicile.

Archives des Religieuses  
Augustines  
Rebecq-Rognon No VII 86.

convoque par décret impérial du 20 Feb 1807

Les Religieuses Hospitalières à Rebecq,  
à Monsieur de Roquelaur, archevêque  
de Malines.

Monseigneur.

Archives des Religieuses  
Augustines  
Rebecq-Rognon No 27.

L'hôpital à Rebecq subsistant en son entier, et suivant l'ancienne  
régularité: je prends, au nom de notre Communauté, dont la majeure partie  
est infirme. La confiance d'exposer très humblement à son Excellence, que pour  
le Carême, nous ne pouvions ci-devant user des dispenses accordées aux  
Seculiers sans Permission expresse de Monseigneur, c'est pourquoi nous  
ôtons recourir vers votre Excellence pour le prier de nous accorder la  
dispense conformément aux Seculiers, pour le Carême prochain.  
Espérant que votre Excellence voudra bien nous honorer d'une Réponse.  
Vous Suppliant de recevoir nos Hommages Respectueux, et nous donner  
votre bénédiction Paternelle. Nous avons l'honneur d'être avec Respect,  
et la plus parfaite Soumission.

Monseigneur.

Vos très humbles, et très  
obéissantes Servantes,  
au nom de la Communauté S. M. J. Faignart  
Hospitalières à Rebecq,  
Le Ferrier 1807

ADRESSE DES DÉPUTÉES DU CHAPITRE GÉNÉRAL POUR ÊTRE PRÉSENTÉE A L'EMPEREUR.

Chapitre convoqué par décret impérial du 30<sup>ème</sup> 1807.

Nous avons encore pensé que nous ne serons pas indiscrettes, en proposant  
le redressement de quelques abus dont nos maisons souffrent, et de  
2 décembre 1807.

le faire avec toute l'humilité qui convient à notre état, et avec toute  
la droiture et la pureté qui doivent caractériser des vierges chrétiennes.

Sire,  
Les députées des soeurs de charité et autres établissements  
consacrés au service des pauvres, convoquées par ordre de V.M. dans le  
palais et sous les auspices de votre auguste mère, ont cru qu'il était  
de leur devoir de vous adresser leurs très-humbles actions de grâces,  
pour un bienfait aussi signalé, et une preuve si solennelle de votre  
puissante protection. Au premier bruit de cette convocation, tous nos  
coeurs se sont émus, toutes nos espérances se sont ranimées. Nous avons  
adoré, dans l'effusion de notre coeur, cette divine Providence qui vous  
a choisi pour opérer les plus grands desseins, et s'est servie de votre  
bras victorieux pour faire succéder les jours d'ordre, de confiance et de  
calme aux jours de nos épreuves et de nos tribulations. Nous n'avons pu  
nous empêcher d'admirer le grand homme, qui, au milieu de ses hautes et  
importantes affaires, daigne encore s'occuper de nos obscurs travaux, et  
jeter un regard favorable sur nos modestes retraites; et nous nous som-  
mes demandé avec étonnement quel est donc ce génie unique qui s'élève à  
tout et qui descend à tout, et qui, juste appréciateur de la véritable  
gloire, n'ambitionne pas moins de doter un hospice ou une école pour le  
pauvre, que d'élever aux arts les plus beaux monuments, ainsi qu'à la  
victoire les plus brillants trophées. Mais, après nous être acquittées  
de ce devoir que nous imposent le respect, l'admiration et la reconnais-  
sance, nous avons cru, Sire, qu'il n'était pas moins indispensable de  
mettre sous les yeux de V.M. diverses considérations qui nous sont ins-  
pirées, bien moins par nos intérêts particuliers que pour le succès de

2.

vos vues paternelles, et pour le bien même des pauvres dont vous êtes le protecteur, ainsi que nous nous faisons gloire d'en être les servantes. Nous osons encore penser que nous ne serons pas indiscrettes, en proposant le redressement de quelques abus dont nos maisons sont affligées, et de le faire avec toute l'humilité qui convient à notre état, et avec toute la droiture et la candeur qui doivent caractériser des vierges chrétiennes. Et d'abord, Sire, nous prenons la liberté de représenter à V.M. que le bien le plus essentiel que nous puissions attendre d'elle, et le moyen le plus efficace pour parvenir au but qu'elle se propose, l'amélioration et la propagation de nos instituts, c'est d'ordonner que:

- 1° Dans l'espace d'un an, les statuts de toutes les hospitalières et soeurs de charité soient définitivement approuvés; rien n'étant plus contraire à la prospérité de nos associations, qu'un état provisoire, qui, dénué d'une garantie perpétuelle, leur laisse toujours un caractère décourageant d'incertitude et d'instabilité, qui peut suspendre le zèle des fidèles, ralentir la bonne volonté des donateurs, et dégoûter même plusieurs personnes d'entrer dans des maisons dont l'existence provisoire ne paraît que précaire, et qui par là ont bien moins l'air d'être autorisées que tolérées et souffertes.
- 2° Nous demandons que les dispositions des statuts que les congrégations religieuses ont présentées ou présenteront dans la suite ne puissent être ni changées ni altérées sans les avoir entendues, et sans avoir eu leur consentement, rien n'étant plus naturel que de recevoir librement les règles mêmes qui doivent diriger nos consciences, et rien n'étant plus propre à en assurer la religieuse observance que l'adoption que nous en aurons faite en connaissance de cause.
- 3° Nous croyons instant et souverainement nécessaire de réclamer contre les dispositions insérées dans les statuts des soeurs de Saint-Michel,

dites du Refuge, sur un objet qui pourrait s'appliquer à d'autres maisons, et devenir, peut-être, dans la suite une règle pour toutes. Nous n'avons vu qu'avec douleur qu'on les assujettisse à des visites périodiques que feraient les commissaires des autorités constituées, non sans doute que nous demandions d'être absolument indépendantes et à nous soustraire à toute surveillance légitime pour nos fonctions extérieures, mais outre que ces visites ressembleraient trop à une inquisition ombrageuse, et à une surveillance inquiète, qui nuirait, par là même à la confiance qui doit environner nos maisons; outre qu'elles pourraient troubler la paix de nos retraites, nous regarderons toujours comme inconvenant et contraire à la décence de notre état, que des hommes toujours étrangers à notre esprit, et qui souvent pourraient lui être opposés, aient le droit de pénétrer dans le secret de nos asiles, de s'immiscer dans notre régime intérieur, et de se constituer les juges de nos affaires domestiques, qui ne peuvent être jugées et réglées que par nous-mêmes, sous l'autorité et la vigilance de nos supérieurs ecclésiastiques.

Un autre moyen, Sire, non moins puissant pour affermir et multiplier nos institutions serait de leur procurer, après les secours pécuniaires, des maisons suffisantes pour leur noviciat, en attendant que la générosité des fidèles pût, par des legs et des donations, subvenir à toutes nos nécessités. Ce serait de nous rendre les maisons et biens invendus, ainsi que les rentes non transférées qui nous appartenaient autrefois; ce serait d'assimiler les maisons de nos noviciats aux hospices, pour les affranchir des droits d'inscription et d'enregistrement. Une portion considérable de ces biens existe encore; la plupart même de ces maisons ne sont occupées, et il importe d'autant plus de les rendre à leur ancienne destination, que les âmes (religieuses) généreuses ne s'acquitteront véritablement et efficacement envers nous des devoirs de la charité, que quand elles verront le



gouvernement s'empresse de faire aux pauvres ces concessions qui leur paraissent évidemment commandées par la justice.

Mais il est encore des maisons non moins précieuses et non moins nécessaires pour nous que les noviciats: ce sont les maisons de retraite où nos sœurs puissent trouver un asile, quand l'âge et les infirmités leur auront ôté la force de servir les pauvres, et les biens invendus que nous sollicitons ne sauraient avoir une destination plus noble; car en vain songerions-nous à

la propagation de nos établissements, si les jeunes personnes qui désirent se consacrer à notre saint état n'avaient devant elles la perspective de descendre en paix dans la tombe en mourant au milieu de leurs sœurs.

Il y a parmi nous, Sire, des associations qui se renouvellent difficilement, parce qu'on a de la peine à trouver aujourd'hui des jeunes personnes qui aient un patrimoine suffisant pour fournir comme autrefois, à leur modeste vestiaire et à leur modique entretien. Ne pourrait-on pas établir en principe que les servantes des pauvres doivent être entretenues du bien des pauvres? Ne serait-il pas juste de venir au secours de nos postulantes en payant leur pension en tout ou en partie? L'Etat ne doit jamais oublier qu'en assignant des fonds pour cet effet, il s'enrichit encore, parce qu'une hospitalière de plus est une servante de moins, et que celle-ci est beaucoup plus coûteuse en même temps que moins attentive, ainsi que le principe qui la fait agir est moins noble et moins relevé.

Nous ne pouvons, Sire, que nous louer en général des administrateurs des hospices confiés à nos soins. Pénétrés de votre esprit, et empressés d'entrer dans ces grandes vues de bien qui vous animent; ils ont pour nous plus d'égards encore que nous n'en méritons, et nous n'avons ici que de vives actions de grâces à leur rendre. Mais il n'en est que trop qui s'éloignent de ces principes, et qui n'ont pas le même droit à notre reconnaissance: il n'en est que trop que toute idée de piété repousse, et qui, ne pouvant

5.

nous pardonner celle dont nous faisons profession, trouvent une sorte de jouissance à nous attrister par les entraves continuelles qu'ils mettent à nos exercices religieux. Les uns ne craignent pas d'opprimer jusqu'à nos consciences, en nous empêchant de faire maigre, sous prétexte que l'hospice est trop pauvre quoiqu'il soit évident que, par notre manière de vivre, nous dépensons moins en maigre qu'en gras. D'autres ont poussé le fanatisme jusqu'à ne vouloir pas que nous nous adressions à nos évêques pour être dispensées de la loi de l'abstinence. Les uns se croient en droit d'entrer à volonté dans les quartiers qui nous sont destinés, de parcourir nos jardins et de violer ainsi, quand il leur plaît, notre clôture. D'autres, au lieu de ne donner des ordres qu'à notre supérieure qui doit seule nous les transmettre, se mêlent de les donner à chacune de nous; ce qui nuit essentiellement à la subordination, et met le désordre dans les services. D'autres nous forcent à nous réunir avec les servantes à gages, de manger à la même table; ce qui ne peut nullement s'accorder ni avec l'esprit, ni avec les exercices de notre état. Plusieurs enfin ne craignent pas de se mêler de l'admission au noviciat, de juger du mérite des postulantes, d'empêcher le renvoi de celles qui ne nous paraissent pas dignes, et, pour comble de despotisme, les proclament, de leur autorité privée, membres de notre association. Ce n'est qu'à regret, Sire, que nous révélons ces détails affligeants, mais il importe qu'on sache qu'une des plus grandes croix de notre état est dans cette intolérance philosophique qui, dans plusieurs de nos maisons, veut toujours se mêler de nous gouverner, et de régler jusqu'à notre manière d'adorer Dieu et de faire notre salut. Nous supplions donc V.M. de bien vouloir obvier à de si graves inconvénients, en daignant fixer les rapports qui doivent exister entre les administrateurs et nous; en traçant, autant qu'il sera possible, la ligne de démarcation qui doit séparer nos devoirs récipro-

de  
donna  
fut p  
ont  
dit  
dra  
nt  
p  
ur  
un  
liqu  
e  
i/  
de  
s  
e

6. ce qu'ils vivent eux-mêmes sans religion et sans principes. Le tendre  
ques; en consacrant le principe, que les associations religieuses  
des soeurs de la charité sont essentiellement religieuses, qu'elles ne  
peuvent exister qu'avec l'esprit de leurs saints fondateurs, que tout ce qui  
tendrait à les séculariser leur donnerait la mort, et qu'ainsi ~~elles~~  
elles sont nécessairement et exclusivement soumises aux évêques dans  
leurs rapports spirituels et dans leur régime intérieur: principe qui  
seul peut garantir parmi nous la vigueur de la discipline, et cet es-  
prit de régularité sans lequel nos maisons ne tarderaient pas à tomber  
et à se dissoudre. (10)

Et ici, permettez-nous, Sire, de plaider la cause de nos aumôniers, de  
ces hommes respectables qui nous secondent si heureusement, et dont le  
ministère n'est pas moins nécessaire aux pauvres qu'à nous-mêmes.

V.M. ignore également toutes les entraves, tous les dégoûts qu'ils  
éprouvent dans plusieurs de nos hospices, tantôt en refusant de les  
loger, lors même que la chose est facile, afin de les éloigner, et de  
rendre leur ministère plus infructueux en le rendant plus pénible; tan-  
tôt en leur défendant d'approcher des malades et de venir au secours  
des mourants, sous le prétexte vain que les malades ou les mourants ne  
les appellent point; tantôt en les faisant accompagner par des surveil-  
lants qui les empêchent d'écouter la confession auriculaire, et se ser-  
vant d'autres moyens pour rendre nulle l'administration des sacrements. Xp

Nous demandons donc que l'exercice de leurs fonctions soit facilité, en  
les logeant dans des hospices où le local est disponible; qu'ils aient  
le droit de visiter les malades toutes les fois qu'ils le jugeront né-  
cessaire, et qu'ils puissent enfin vaquer à toutes leurs fonctions  
spirituelles, sans qu'ils aient besoin d'être appelés, sans être as-  
treints aux volontés capricieuses de quelques agents, qui se soient  
fort peu que les mourants meurent sans assistance et sans consolation,

parce qu'ils vivent eux-mêmes sans religion et sans principes. Le tendre intérêt que nous ne cessons de prendre aux pauvres de nos hospices, ne nous permet pas non plus de cacher que leurs intérêts sont cruellement compromis par l'usage de certains administrateurs qui mettent entre eux et les soeurs des agents salariés, qu'ils chargent seuls de toutes les dépenses de la maison, et auxquels il faut nécessairement que nous ayons recours, soit pour faire connaître nos propres besoins, soit pour porter les plaintes et les réclamations de nos pauvres qui s'adressent plus particulièrement à nous. Nous rendons ici hommage au désintéressement et à l'intégrité de la plupart d'entre eux, mais nous n'en dirons pas moins avec cet amour pour la vérité qui nous met au-dessus de toutes les considérations humaines, que quelques-uns d'entre eux ne profitent que trop de la facilité que leur donne leur place, de s'enrichir aux dépens des pauvres, tantôt par une parcimonie apparente, et tantôt par une prodigalité réelle qu'ils ont soin de faire tourner à leur profit. Les soeurs hospitalières supplient donc V.M. de renouveler l'ancien usage, qui leur confiait la dépense journalière de la maison, sauf à elles de rendre aux administrateurs un compte exact de leur manutention. (13), dont la scrupuleuse rigidité, nous l'osons dire, sera toujours plus garantie par leur économie, par la sobriété, et par l'éloignement de toute idée d'ambition et de fortune attachée à notre état, que par l'administration de certains agents intéressés à nous éloigner comme des surveillantes importunes, dans l'intention peut-être de faire leurs affaires avant celles des pauvres.

En consentant, comme nous le devons, à rendre compte de tous les deniers dont nous aurons pu être chargées par la partie publique ou par les administrateurs des maisons que nous desservons, nous ne croyons point tant plus hardies à faire cette représentation, que la voix générale ré-

de  
le don  
fut p  
dont  
aidit  
indra  
rent  
en pa  
pour l  
n un  
sifiqu  
lise  
et, p  
moder  
et à  
is  
lous  
rés  
égli  
and  
y  
abu  
s  
ux  
ier  
en  
2

8.

par là nous soumettre à la même obligation, relativement aux aumônes qui sont spécialement remises en nos mains par la piété des fidèles, et qui souvent même ne nous sont confiées qu'à condition que nous n'en rendrons pas compte. Il est cependant certains administrateurs qui croient avoir le droit de nous en demander l'emploi, et de leur donner même une autre destination que celle qui leur est désignée par les donateurs. Nous demandons à n'être responsables qu'à nos consciences de ces sortes d'aumônes, et à être autorisées à ne les employer que suivant l'intention des bienfaiteurs qui nous en rendent dépositaires. Nous faisons surtout la même demande à l'égard des bureaux de bienfaisance auxquels nous sommes associées pour porter des secours à domicile, et qui prétendent également confondre ces sortes d'aumônes avec celles dont ils nous confient eux-mêmes la distribution. Ces nouveaux établissements ont remplacé les anciennes assemblées de dames de charité, établies dans presque toutes les paroisses sous l'autorité des curés, et sources inépuisables de bienfaits et de consolations pour les malheureux. Nous n'exposerons pas ici les raisons qui nous font désirer de les voir rétablir; mais, en attendant que ce désir de la religion et de la charité se réalise, nous ne croyons pas que ce soit un objet étranger à notre zèle de demander pour nos pasteurs leur admission de droit dans les bureaux de bienfaisance, et en la sollicitant comme un hommage et tout à la fois une justice due à un ministère qui est essentiellement un ministère de paix et de miséricorde, nous croyons qu'il est digne de nous et de la reconnaissance que nous lui devons, de réclamer contre certains bureaux de bienfaisance, dont les uns excluent formellement, et dont les autres ne les admettent que pour la forme, sans voix délibérative, et en croyant leur faire beaucoup d'honneur, lorsqu'ils prennent à la fois et leurs aumônes et leurs conseils. Nous sommes même, Sire, d'autant plus enhardies à faire cette représentation, que la voix générale ré-

9.

clame cette admission de droit, comme un bienfait pour les pauvres hon-  
teux, qui n'osent jamais avoir recours qu'aux curés et aux soeurs; comme  
le seul moyen de ranimer la générosité des fidèles, et de rendre à ces  
établissements ce degré de confiance dont ils ne jouiront jamais, tant  
que l'on exclura de l'administration du bien des pauvres celui qui, par  
état, est chargé de les connaître et de les secourir.

Dès la publication de ce chapitre, un bruit sourd et général se répandit  
qu'il s'agissait de nous réunir en deux ou trois congrégations, nous  
avons, Sire, que nous conçûmes à cet égard une inquiétude d'autant plus  
vive, qu'au premier aspect de projet paraît grand, digne de figurer par-  
mi les vastes conceptions de votre génie, et analogue même à cette forme  
de gouvernement sous lequel nous avons le bonheur de vivre: car on ne  
peut se dissimuler que cette variété de congrégations, toutes différentes  
pour la forme, quoiqu'à peu près les mêmes pour le fond, n'entre parfaite-  
ment dans le plan de la Providence et dans l'ordre de la nature, qui  
produit cette diversité de goûts, d'esprits, de caractères, d'où naît  
cette variété de vocations. Nous croyons que la discipline d'une congré-  
gation ne pourrait que s'affaiblir, si on la généralisait trop, parce qu'elle  
n'aurait plus alors de proportion avec l'étendue de son gouvernement, que  
la noble concurrence qui existe entre plusieurs prévient l'indifférence et  
la tiédeur, et que cette fusion de toutes nos associations dans quelques-  
unes détruirait cette précieuse émulation de vertu qui règne entre elles,  
et cette heureuse rivalité qui consiste à faire le même bien par des  
moyens divers. Mais si nous regardons comme dangereuse et même impos-  
sible cette grande réunion, nous ne pensons pas moins qu'il en est de  
partielles qu'il est bon de réaliser: nous ne sommes pas moins convaincues  
de la nécessité de réunir à un même chef-lieu certaines maisons isolées  
et dispersées, sans aucun rapport entre elles, et qui, souvent avec la

*est mort subitement et n'ayant reçu la communion pascale. la veille*

même dénomination, ne se connaissent même pas. La plupart de ces maisons dérivent des anciennes congrégations qui, par le laps de temps, avaient été tellement divisées qu'elles ne reconnaissent plus ne maison-mère ne supérieure générale. D'autres associations particulières ont été formées par des dames pieuses et par des curés zélés, qui en ont reconnu l'utilité et la nécessité; et si le plus grand nombre d'entre elles conservent de la vigueur dans la discipline et de la régularité dans les moeurs, elles doivent principalement ces avantages à la vigilance des évêques, sous l'autorité desquels elles s'étaient réunies: mais il en est beaucoup dans lesquelles ne s'est que trop affaibli l'esprit de leurs fondateurs et qui ne sont que trop relâchées des principes de leurs anciennes institutions, d'où il résulte un grand détriment pour les pauvres et quelquefois même des scandales qui affaiblissent dans l'esprit des peuples le respect dû aux associations religieuses.

Nous n'avons pas eu la mission, il est vrai, de faire des représentations à ce sujet, pas plus que nous n'avons le droit de stipuler pour les maisons particulières qui n'ont point ici de représentantes; mais nous croyons cependant pouvoir émettre ici notre voeu et notre opinion sur la nécessité d'obvier aux abus qui résultent de leur état d'isolement et de dispersion, et sur les avantages d'une réunion qui, en les soumettant à un régime plus régulier au dedans, les rendrait en même temps plus fortes et plus protégées au dehors. Nous émettons notre opinion en faveur de cette mesure avec d'autant plus de confiance, qu'elle est désirée par plusieurs de ces soeurs séparées, et que les directeurs des hospices en sentent la nécessité, par la comparaison qu'ils font chaque jour entre ces petites associations, qui, sans chef et sans noviciat commun, n'ont jamais guère prospéré, et ont le sort

*en la  
de  
le douc  
e fit  
dont  
lui dit  
indra  
rent  
en p  
pour  
ar un  
cifiq  
glise  
nt,  
Mode  
les  
is  
to  
orte  
ég  
van  
r  
rob  
u  
re  
le  
a*

*est mort d'habitement u niant reçu la Communion Baschale*

Archives des Religieuses  
Augustines  
Rebecq-Rognon No

11.

de ces branches qui, détachées du tronc, languissent et se dessèchent; et ces grandes associations où l'esprit de zèle et de charité s'est soutenu bien davantage, et sur lesquelles le Seigneur a versé ses plus abondantes bénédictions.

A ces fins, Sire, elles osent demander que toutes les maisons des hospitalières séparées, et n'ayant entre elles aucun lien de dépendance, soient réunies par chaque diocèse; chargeant leurs évêques respectifs de les centraliser le plus qu'il sera possible, de leur assigner un chef-lieu dans l'endroit le plus convenable, et de les soumettre à des règles uniformes et adaptées à celles qui existent dans leur diocèse, et à l'esprit de leur première institution et que, pour éviter les longueurs inséparables de cette opération, il soit donné faculté aux évêques de présenter des statuts au ministère des Cultes, lesquels obligeraient toutes les associations de la province ecclésiastique; déclarant en outre S.M., que toutes celles qui se soumettraient pas à ces règles ne seraient plus regardées comme de vraies et dignes hospitalières, ne jouiraient plus de la considération attachée à ce titre, et comme telles n'auraient plus aucun droit à la protection du gouvernement. Nous croyons, Sire, honorer votre ministère de charité et notre zèle pour le service de V.M., en terminant nos très humbles représentations par mettre au pied de votre trône le voeu ardent que nous formons pour ne voir à la tête de nos hospices que des hommes d'une vertu reconnue, et qui soient en harmonie avec les principes religieux que nous professons. C'est avec la douce satisfaction que nous rendons ici hommage au plus grand nombre d'entre eux; mais il n'en est que trop dont les sentiments ne sont rien moins que religieux: c'est la grande plaie des hospices; c'est le fléau des pauvres, que ces hommes sans religion, dont tout peut exciter la cupidité, et dont rien ne ranime leur zèle. V.M. mettrait donc le comble à sa gloire, en manifestant son inten-

de  
li do  
e fu  
don  
li d  
ind  
ren  
ten  
ces  
ar  
si  
le  
n  
ll  
le



*... et de hitement u aiant reçu la communion paschale la veille\**

Archives des Religieuses  
Augustines  
Rebecq-Regnon No

18.

tion suprême que la direction des hospices ne fût accordée qu'à des hommes dont la religion garantit la morale, et dont la morale garantit l'intégrité; l'expérience invariable démontrant que les vrais amis des pauvres ne se trouvent que dans les hommes religieux, de même que les hommes les plus intolérants pour nous, comme les plus durs envers les malheureux, ce sont ces faux philanthropes qui rougissent d'être chrétiens, sans se douter que la plus belle ainsi que la plus sûre de toutes les philanthropies, c'est l'Évangile.

Telles sont, Sire, les diverses considérations que nous avons cru devoir soumettre à votre sagesse, et confier à votre Soeur. Confiantes en votre magnanimité, ainsi qu'en votre puissance, nous allons reprendre avec empressement ces fonctions tout à la fois et si pénibles et si douces que nous n'avons quittées que par obéissance. Nous irons bientôt retrouver ces pauvres malades, ces pauvres enfants, ces malheureux de toute espèce, avec lesquels nous avons promis au ciel et à la terre de vivre et de mourir. Nous leur porterons des paroles de paix et de consolation. Nous leur raconterons tout ce que nous avons éprouvé de bontés de la part de notre auguste protectrice, tout ce que nous attendons de sa pieuse sollicitude; et, mêlant toutes ensemble nos vœux et nos prières, nous conjurons ce Dieu de charité, et la charité elle-même; ce Dieu, dont nous portons les saintes livrées, et qui nous soutient par sa grâce; de bénir toutes vos grandes entreprises, de tout faire pour votre salut, puisqu'il ne peut plus rien faire pour votre gloire, et d'assurer de plus en plus la prospérité d'un règne à jamais mémorable, qui, s'associant à tous les genres de grandeurs, ne veut être étranger à aucun genre de bienfaits.

1.

*Publié aux Nouvelles Nouvelles du 7 fév 1808*

Archives des Religieuses  
Augustines  
Rebecq-Rognon No

RAPPORT de MADAME, sur le CHAPITRE GÉNÉRAL Des SOEURS de la CHARITE.

Sire,

" J'ai présidé, conformément à votre décret, le chapitre général des soeurs de la charité et des autres établissements consacrés au soulagement des pauvres.

" J'avais auparavant assisté au travail préparatoire et à toutes les conférences particulières qui ont précédé la tenue de ce chapitre.

" J'avais eu pleine et entière satisfaction de toutes ces respectables religieuses. Elles m'ont édifiée par leur piété sans exagération et par cette tendresse véritablement maternelle qu'elles portent à leurs enfants adoptifs, les pauvres et les malheureux. Je n'ai pas moins été touchée des sentiments de reconnaissance qu'elles m'ont témoignés pour les bienfaits de Votre Majesté, et qui n'étaient nullement commandés par ma présence: il m'a été démontré qu'il est bien doux de concourir au bonheur de ces âmes pieuses qui, oubliant toujours le bien qu'elles font, ne se rappellent jamais que celui qu'elles reçoivent.

" Les soeurs convoquées au chapitre étaient, en général les députées des grandes associations religieuses. J'ai reconnu par les rapports qui m'ont été faits, que ces pieuses institutions se multiplient heureusement sur tous les points de votre empire; que tout le bien qui en résulte pour l'humanité est incalculable, et que l'Etat ne saurait leur donner trop d'encouragement. Je me suis encore convaincue qu'elles obtiendraient un nouveau degré de perfection, si en réunissait en corps toutes celles qui sont éparses dans les paroisses, et qu'elles eussent toutes, dans chaque diocèse, un chef-lieu commun et une même supérieure générale. Les soeurs députées au chapitre ont reconnu elles-mêmes l'utilité de cette mesure. C'est le seul mode d'union que l'on puisse adopter dans la situation actuelle des choses, et je sens parfaite-

ment qu'on ne pourra jamais tenter avec avantage les réunions des corporations existantes, quoiqu'elles aient à peu près la même règle, soit parce que la discipline d'une congrégation ne pourrait que s'affaiblir si elle avait trop de d'étendue, soit parce cette diversité des congrégations entretient parmi elles une noble émulation de vertus, qui prévient l'indifférence et la tiédeur; et que d'ailleurs telle est la nature de l'homme que même dans les choses les plus saintes, il veut toujours user d'une certaine liberté de choix qui s'assortisse à son caractère, à ses goûts et à ses habitudes.

" Cependant, Sire, le bien que font ces associations de charité, tout immense qu'il est, le deviendrait encore davantage, sans certains abus qui en arrêtent le progrès, et certaines entraves qui en retardent la pleine et entière propagation; et c'est pour cela que les soeurs députées ont délibéré une adresse à V.M., où elles exposent ces entraves et ces abus, et ensemble les mesures générales qui leur ont paru les plus propres à donner à leurs instituts toute la perfection dont ils sont susceptibles. En conséquence elles demandent humblement à V.M.:

- 1° Que, dans l'espace d'un an, leurs statuts seront définitivement approuvés.

- 2° Que le conseil d'Etat ne puisse faire aucun changement sans les entendre.

Qu'on ne les assujettisse pas à des visites domiciliaires et périodiques, faites par les autorités constituées, ainsi qu'il a été statué à l'égard des dames du Refuge, et elles réclament contre ce règlement dans la crainte qu'il ne devienne dans la suite, une loi pour toutes les autres; de même que contre l'article des mêmes statuts, qui permet aux élèves d'écrire, à l'insu de la supérieure, aux autorités constituées, et sans lui avoir donné auparavant communication de leurs plaintes.

...aut seules la communion paschale la veille...

Archives des Religieuses  
Annonciation  
Rebecq-Regnon No

3.

- 4° Que les directeurs des hôpitaux ne puissent s'immiscer, en aucune manière dans leur régime intérieur, et mettre aucun empêchement à leurs exercices religieux et à l'observance des préceptes de l'Eglise.
- 5° Qu'il soit réglé que les directeurs ne donnent des ordres qu'à la supérieure de la maison, de qui les autres religieuses doivent seulement relever.
- 6° Qu'elles ne soient pas traitées par eux comme des servantes à gages, et qu'on ne les oblige pas à manger avec elles à la même table.
- 7° Que V.M. daigne fixer les rapports qui doivent exister entre les administrateurs et elles, en traçant une ligne de démarcation qui sépare leurs devoirs réciproques, et consacrant le principe que ces associations de charité sont essentiellement religieuses, et par conséquent uniquement assujetties, pour leur régime intérieur, à leur évêque.
- 8° Que les administrateurs ne puissent pas leur refuser un aumônier à qui il soit permis d'approcher les malades, en tout temps et en toute liberté, et qu'à cet effet, il soit logé, autant que faire se peut, dans l'intérieur de la maison.
- 9° Que V.M. renouvelle l'ancien usage qui confiait aux sœurs la dépense intérieure et journalière de la maison, et elles sont sensiblement affligées qu'on en charge exclusivement des agents salariés dont un grand nombre ne cherche que trop à s'enrichir aux dépens des pauvres en leur refusant non seulement les douceurs, mais même les choses les plus nécessaires.
- 10° Que les administrations ne puissent pas disposer à leur gré, et même contre l'intention des donateurs de aumônes de confiance que les sœurs reçoivent et qu'elles soient autorisées à les distribuer elles-mêmes sans être obligées d'en rendre compte, suivant ce qu'elles jugeront le plus

4. que cette réunion dont l'utilité est démontrée, ne pourrait point se convenable aux intérêts des pauvres. Elles font surtout la même demande relativement aux administrateurs des bureaux de bienfaisance, auxquels elles sont associées pour porter des secours à domicile, et qui prétendent également confondre ces sortes d'aumônes avec celles dont ils leur confient eux-mêmes l'administration.

11° Que V.M. veuille bien accueillir le voeu qu'elles forment de voir remplacer ces bureaux de bienfaisance par les anciennes assemblées des dames de charité, et qu'en attendant que ce voeu de la religion et de l'humanité se réalise, les curés soient admis de droit dans ces bureaux, comme chargés par état de connaître et de secourir les pauvres;

" Telles sont à peu près, Sire, les différentes demandes que les sœurs députées mettent aux pieds de V.M. et que je n'ai fait que récapituler succinctement. Elle les trouvera motivées et beaucoup plus développées dans l'adresse même qu'ells m'ont priée de lui faire parvenir, et qu'elles ont signée.

" A cette adresse se trouve joint un état de la situation de leur maison, de leurs besoins les plus pressants et des secours absolument indispensables pour la propagation de leurs instituts, et le plus grand soulagement des pauvres. Mais ce que V.M. ne verra pas dans ce tableau, c'est la réclamation qu'elles ont faite pour que leurs maisons soient assimilées aux hospices dans la diminution des droits d'inscription et d'enregistrement: mesure bienfaisante qui leur <sup>donnera</sup> la faculté de recevoir des legs, et d'autant plus nécessaire, qu'en ce moment même elles ne peuvent pas être mises en possession de quelques immeubles qui leur ont été légués, faute de moyens pour payer les droits susdits.

" Quant à ce qui regarde la réunion par chaque diocèse des maisons épar-tes et isolées, qui n'ont point de chef-lieu commun, sous un même régime et une même supérieure générale, il est essentiel de faire observer à

5.

V.M. que cette réunion dont l'utilité est démontrée, ne pourrait point se réaliser, si elle n'accordait un fonds pour fonder le premier établissement et fournir aux différents besoins de la maison centrale qui dirigera toutes les autres.

J'ai cru, Sire, devoir encore mettre sous les yeux de V.M. le procès-verbal des trois séances du chapitre convoqué par ses ordres, et ensemble le discours d'ouverture qu'a prononcé M. l'abbé de Boulogne, chargé par elle de faire les fonctions de secrétaire.

Je finirai, Sire, par une réflexion qui me paraît digne de toute l'attention de V.M.; c'est que la convocation de ce chapitre ayant été faite par un décret solennel qui a fixé les regards de la France et réveillé les espérances de tous les gens de bien, il importe essentiellement, non-seulement pour les intérêts du pauvre, mais encore pour ceux de votre gloire, que la tenue de cette assemblée obtienne un résultat qui soit digne de vous, qui réponde à l'attente générale, et qui s'associe noblement à tout ce que vous faites d'utile, de grand et de mémorable.

( Signé: Madame Mère.)

*Le 3 février 1808 - Décret de l'Empereur - v. à la fin.*

223. Le 4 février 1808, l'empereur accusa réception de ce rapport dans les termes suivants:

LETTRE DE S.M.L'EMPEREUR ET ROI, A MADAME MERE.

" Madame,

" J'ai lu avec attention les procès-verbaux du chapitre général des soeurs de la charité. J'ai fort à coeur de voir s'augmenter et s'accroître le nombre des maisons et des individus de ces différentes institutions, ayant pour but le soulagement et le soin des malades de mon empire. J'ai fait connaître à mon ministre des cultes ma volonté, que les réglemens de ces différentes institutions fussent révisés et arrêtés définitivement par

mon conseil, dans l'année. Je désire que les chefs des différentes maisons sentent la nécessité de réunir des institutions séparées, autant que cela sera possible; elles acquerront plus de considération, trouveront plus de facilités pour leur administration, et auront droit à ma protection spéciale. Toutes les maisons que les députées ont demandées, tous les secours de premier établissement et secours annuels que vous avez jugé convenable de demander pour elles, seront accordés. Je suis même disposé à leur faire de nouvelles et plus grandes faveurs, toutes les fois que les différents chefs de maison seconderont de tous leurs efforts et de tout leur zèle le vœu de mon cœur pour le soulagement des pauvres et en se dévouant avec cette charité que notre sainte religion peut seule inspirer, au service des hôpitaux et des malheureux. Je ne puis, Madame, que vous témoigner ma satisfaction du zèle que vous montrez et des nouveaux soins que vous vous donnez. Ils ne peuvent rien ajouter aux sentiments de vénération et à l'amour filial que je vous porte.

Votre affectionné fils,

(Signé) Napoléon.

4.

Archives des Religieuses  
Augustines  
Rebecq-Ragnon No

AVIS DE L'AUTEUR.

Le rapport de Madame Mère sur le chapitre général des soeurs de la charité, rapport inséré au Moniteur universel du 7 février 1808, constate que les soeurs députées ont fait parvenir à l'empereur une adresse contenant les motifs des demandes faites par le chapitre général. Nous ne sommes pas parvenus, malgré les plus minutieuses recherches, à nous procurer cette adresse avant la publication de notre Notice historique. C'est qu'elle ne fut point rendue publique dans le temps sans doute à cause des plaintes qu'elle renfermait contre quelques administrateurs. C'est une raison de plus de la publier aujourd'hui que les soeurs hospitalières n'auraient peut-être pas moins de plaintes à former sur des abus qui <sup>veut</sup> ~~entraînent~~ leur zèle et nuisent au succès de leur dévouement et de leur charité. Voilà ce que nous lisons dans les Panégyriques de M. de Boulogne, publiés à Gand en 1827, ouvrage dans lequel le hasard nous a fait découvrir, il y a peu de temps, l'adresse que nous avons inutilement tâché de nous procurer en 1849. Nous sommes d'autant plus heureux d'avoir fait cette découverte que cette adresse nous fait connaître le véritable esprit du décret du 18 février 1809. Désormais, il sera facile de déterminer la position légale des congrégations des soeurs hospitalières vis-à-vis des commissions administratives des hospices, car le décret du 18 février 1809 accueille toutes les demandes faites par le chapitre général, tenu à Paris, du 29 novembre au 2 décembre 1807, et consignées dans l'adresse transmise à l'Empereur par Madame Mère en février 1808. On ne pourra plus, à l'avenir, forcer, avec la moindre apparence de raison, le texte du décret du 18 février 1809 et des statuts des congrégations hospitalières approuvés en conséquence, pour donner aux commissions administratives des



hospices, en vertu des lois du 16 vendémiaire au V et du 16 messidor au VII, des attributions que la législation de 1809 leur a ôtées partout où de saintes femmes ont été admises à desservir les hôpitaux. En combinant l'exposé des motifs qui se trouve dans l'adresse, avec le texte même du décret de 1809 et des statuts approuvés par l'Empereur; tout homme impartial avouera que le législateur de 1809 a voulu, d'une part, que la mission des commissions administratives se bornât à l'administration proprement dite des biens, d'autre part, que la direction intérieure des hospices appartint exclusivement à la supérieure des soeurs hospitalières sous la haute surveillance des Evêques, quant au spirituel; des maires, des préfets, des officiers de justice, quant au temporel. Personne ne s'avisera plus de soutenir que l'art. 16 du décret du 18 février 1809, en soumettant les Dames hospitalières aux règlements de l'administration, a entendu permettre à de simples commissions administratives de renverser de fond en comble des principes d'après lesquels elles sont au contraire appelées à gérer, comme l'indique la dénomination elles-mêmes de commission administrative. L'esprit de la loi ne pouvant plus aujourd'hui faire l'objet d'un doute, il est à espérer que les autorités communales des lieux où des conflits ont pris naissance entre les congrégations hospitalières et les commissions administratives s'empresseront de mettre un terme aux empiètements que l'une de ces personnes civiles se serait permis sur le domaine de l'autre. Que les commissions administratives se contentent du rôle d'administrateurs des biens que la loi leur assigne là où des congrégations hospitalières se trouvent à côté d'elles; qu'on laisse aux soeurs la direction de l'intérieur, ce qu'on appelle les affaires du ménage et le soin des malades, et l'on ne verra plus ces tristes conflits qui tournent au préjudice de l'économie dans l'administration et surtout au préjudice du bien-être, tant physi-

Un décret du 3 février 1808 prouve l'attention à l'évidence l'importance que  
l'Empereur attachait aux Soeurs hospitalières. Il porte :  
1° Il est accordé sur le budget des dépenses du Ministère de Cultes, pour  
la présente année 1808, une somme extraordinaire de 100.000 frs, aux  
différentes maisons de Soeurs de charité, pour frais de premiers établissements.  
2° Une somme de 130.000 frs sera portée sous le ans sur le budget  
du même Ministère, pour les dépenses annuelles de ces maisons.  
3° Toutes les maisons que les différents associations de Soeurs de  
Charité ont demandées pour le service de leurs établissements, leur sont  
accordées.....

Les sentiments de l'Empereur en faveur des hospitalières étaient généralement  
partagés, car à la séance du Corps législatif du 1<sup>er</sup> Janvier 1809, le Comte  
de Segur, Rapporteur au nom des bienfaits de l'administration impériale :  
"Les Congrégations pieuses de Soeurs de charité, mises sous la protection  
de l'auguste mère de l'Empereur, pour que le plus digne sentiment  
de la nature rappelle sans cesse à la puissance, les maux et les  
besoins de l'humanité souffrante." (Moniteur universel 1<sup>er</sup> Janvier 1809)

Tout encore le <sup>Rapports</sup> du Ministre de Cultes Portalis du 13 Prairial XIII  
Du 24 fructidor XIII (11<sup>th</sup> 1806), du 24 Mars 1807, une lettre du 3 avril 1807.  
le Ministre de l'Intérieur Chaptal annua aussi un rapport, le 3 Janvier 1802 :  
"Partout on commence à ressentir les heureux effets de ces précieuses institutions,  
l'ordre, la morale, l'économie, les vices de l'humanité sont renfermés dans  
les hospices aux respectables filles qui n'ont d'autre objet que de soulager  
les misères humaines." (Moniteur du 13 nivose an 8)

Ces sont les actes qui ont précédé le décret du 18 février 1809. Ils permettent  
d'en apprécier parfaitement l'esprit, car ces combinaisons le décret avec  
ces actes, on acquiesce la conviction que l'Empereur a voulu consacrer ces  
les intentions manifestées dans ces actes. (Van Oveloof)

Protestation de notre Saint Pere le pape

Pie VII traduite de l'italien

Archives des Religieuses

Augustines

Rebecq-Rognon No VII 83.

La Sainteté notre Seigneur le Pape Pie VII n'ayant pu accorder dans toute l'étendue que l'on vouloit, toutes les demandes, qui lui avoient été faites de la part du gouvernement françois parce que ses devoirs sacrés et la voix de sa conscience le lui defendoient, se voit forcé par l'invasion militaire de la Capitale même de sa résidence, de céder aux consequences deastreuses, qui lui ont été signifiées, dans le cas qu'il n'eut point accédé à la totalité des susdites demandes. Resigné comme il est dans l'humilité de son coeur, aux jugemens impenetrables du très haut, il lui remet sa cause entre les mains, mais ne voulant pas d'ailleurs manquer à l'obligation essentielle, ou il est de soutenir les droits de sa souveraineté, il nous a accordé de protester comme il proteste formellement lui même, tant en son nom que celui de ses successeurs, contre toute invasion de ses domaines; et il entend, que les Droits du St Siege sur ces domaines, resteront intactes dans leur intégrité. après quoi Vice Regent sur la terre de ce Dieu de paix, qui a enseigné par ses exemples la

la douceur et la patience, il se persuade que ses Chers  
Sujets de qui il a reçu tant de preuves d'obéissance et  
d'attachement, contribueront de leur pouvoir au maintien  
de la paix et de la tranquillité tant privée que publique,  
ainsi que sa Sainteté les y exhorte et le leur ordonne  
expressément, et que loin d'injurier ou de maltraiter  
personne, ils respecteront au contraire les individus  
d'une nation, chez qui dans son voyage et durant  
son séjour à Paris, il a recueilli tant de témoignages  
de son dévouement et de son affection, plus bas est,

P: S: Donné aux chambres de quirinal  
le 2 février 1808 est signé f: Casani Card:

L'abandon du temporel de St Pierre.

le mariage des prêtres

l'union de l'église grecque avec la catholique

l'union du roi d'Italie

Copie de la piece jointe

Il donne et la  
recut les années  
anterieures, de  
la main du  
Directeur de  
cette maison.

L'an mil huit cent huit, le quinze d'Avril jour du vendredi  
Saint, à six heures du soir en cette maison,  
est mort subitement, y ayant reçu la communion paschale la veille,  
Monsieur Jean Joseph Eugene Parmentier pensionnaire habitant  
de cette maison, depuis trois ans;  
né en mil sept cent trente trois à Subise lieu de sa demeure  
jusqu'à sa retraite ici, du mariage legitime d'entre feu Monsieur  
Jean Joseph Parmentier et femme Catherine Claire Noël;  
Veuf de premieres noces de Dame Jeanne Therese Thienpont et de  
secondes, de Dame Marie Joseph Loupart;  
ancien Bailly, Maire et maître des postes au dit Subise;  
ensuite premier president de la Commission de cet hospice; formée  
de la part du Gouvernement francais il y a dix à onze ans.  
Son corps, à la demande de Monsieur Jean Armand Parmentier  
son enfant et heritier unique; prescée de son premier mariage,  
rentier à Subise,  
a été transporté de cette maison, le sur lendemain pour être, pour  
être, comme il a été, enterré le même jour l'après midi, près de  
ses ancêtres au dit Subise.

Monsieur le Curé de Rebecq, Le Marier a reconnu que cet  
hospice fut une paroisse particulière dans Rebecq, quoique cependant  
il ait été maintenu tel, par sentence du conseil souverain de  
Brabant du 9 août 1689 en cause à ce sujet d'entre Monsieur le  
curé de ce temps, Reniers Dofin et les Religieuses hospitalières  
administratrices de la maison; et qu'il en est constamment resté  
en possession jusqu'à présent,  
en alleguant que ce droit étoit fini par la nouvelle organisation  
ou circonscription des paroisses et succursales, faite il y a environ  
cinq ans, par Monseigneur l'Archevêque de Malines, Jean Armand  
de Bloquelure de concert avec le Gouvernement francais,  
au moins pour un étranger ou non membre de la maison, tel que  
le Defunt: il a en consequence pretendu que le service funebre étoit  
de la competence et se feroit en son Eglise.

Les anciens droits de la maison ont été réclamés près de lui,  
mais inutilement et le service a eu lieu dans l'église paroissiale  
ou succursale de Rebecq le mardi de la seconde semaine  
après le décès.

Le Defunt étoit très pieux et charitable et a été un des grands  
soutiens de la maison, à la conservation de laquelle il a beaucoup  
contribué dans le temps de sa présidence.

J'atteste comme témoin que la chose est ainsi.

Hubert Tabou Directeur de l'Hôpital-Dieu  
en Rebecq

Madame

Ci dessus est le modèle que vous m'avez demandé dans lequel  
j'ai fait mention des qualités de président, soutien de Monsieur  
Parmentier, pour prouver qu'il y avoit grande raison pour le  
recevoir pensionnaire.

Il est fait depuis 4 jours et je l'envoie par le boucher si  
j'avois su qu'il alloit, contre son ordinaire, du devant midi à  
Rebecq, mais vous y gagnez, car je l'ai mis au net.

Nous vous remercions beaucoup de vos fruits secs qui me sont  
de la plus grande utilité dans mon cas. Quand ils seront finis,  
j'oserai peut être encore recourir à vous.

ma mère et mon épouse vous présentent et à vos Dames, de même  
qu'à Mr le Directeur, leurs Respects.

je me joins à elles et ai l'honneur d'être avec la sincérité  
la plus grande

Madame

Tubize 21 mai 1808.

Estoit signé

Votre très humble  
et très dévoué Serviteur

P. J. Minne

Extrait des nouvelles d'Italie de bonne source

Toutes les pièces de Rome (que vous amusez) ont été religieusement copiées, elles sont authentiques et véritables;

Les Archevêques et Evêques de l'état ecclésiastique ont refusé de prêter le serment exigé par le gouvernement français. (L'Evêque de Gabie et l'Archevêque d'Urbain ne se gardent pas de ce nombre) les nouvelles les plus récentes de Rome sur l'état actuel du pape pie VII sont les suivantes: Notre très St. père le pape pie VII conserve toujours une fermeté et un courage surprenants, il souffre aussi avec une parfaite résignation les persécutions qui sont continuelles et qui sont sans exemples; Le St. Siège jouit d'un grand triomphe et a beaucoup d'amis, le nom de pie VII est en vénération même chez les incrédules et les indifférents;

Depuis le 2 février 1804. le St. père est toujours au palais de monte Cavallo (Quirinal) on y entre par une seule porte, laquelle est gardée par la garde particulière suisse, aucune audience n'est accordée à personne;

Le St. père a fulminé contre tous ceux qui voudroient user de violence à son égard, ou qui voudroient attenter la moindre chose contre lui, il n'a plus sorti depuis le mois de février 1804, toutes les fonctions publiques exceptées les privées (dans la chapelle Quirinal) sont cessées;

Le St. père dans le palais Quirinal vit au milieu de sa famille qu'il a fait venir de Cesene, sa propre sœur lui fait le dîner et en prend soin. Depuis l'attentat horrible commis de la part du gouvernement français contre le Cardinal Gabrielli, le St. père a pris le deuil, ses vêtements sont semblables à ceux du vendredi saint; malgré toutes les disgrâces le St. père est en très bonne santé et il est très tranquille;

Mairie de Rebecq.

arrond. de Nivelles.

Departement de la Dyle.

N°.



Rebecq, ce 28 juin 1809

Le Maire de la Commune de Rebecq,

A Madame la Directrice de l'Hospice de ce lieu.

Monsieur le Prefet vient de m'envoier par  
Circulaire expresse, o faire sonner sur les Champs, toute  
la journée et d'heure en heure, toutes les cloches  
qui se trouvent dans les communes, a l'occasion de  
la signature de la paix avec l'Autriche.

Je vous prie donc, Madame, de vous conformer  
aux ordres de Monsieur le Prefet.

Maire  
J. B. Couman



Indulgences perpétuelles  
accordées par la Sainteté le pape Pie VIII aux fidèles  
qui prient pour leurs frères agonisants.

Antoine Despuig, Cardinal-prêtre du titre de Saint-Catac, pro-Vicaire  
de sa Sainteté.

N. S. P. Le pape Pie VIII, uni par la charité paternelle avec laquelle il aime  
dans le Seigneur tous les fidèles; désirant surtout leur procurer la félicité éternelle,  
et sachant aussi qu'elle dépend particulièrement des derniers instans de la vie, où  
le salut est le plus en danger; - voulant procurer à leurs âmes quelques secours  
et quelque soulagement dans leurs pénibles angoisses, insiste sur les fidèles à aider  
de leurs prières leurs frères exposés à de si grands périls, d'autant plus qu'ils  
mêmes devant se trouver bientôt dans le même danger, ils reconnoîtront alors  
combien un tel secours leur est nécessaire. En conséquence il remet, sur les  
trésors de l'Eglise, dont la dispensation lui a été confiée par le Pape-bon, <sup>300</sup>  
300 jours de pénitence imposée ou de quelque manière qu'elle soit due à tous  
les fidèles en général et en particulier, qui du moins avec un cœur contrit et à  
genoux (s'ils n'en sont empêchés par quelque indisposition corporelle) réciteront  
trois fois avec dévotion (et toutes les fois qu'ils le feront) l'oraison Dominicale  
en mémoire de la passion et de l'agonie de notre Seigneur Jésus-Christ, et la  
salutation Angélique en mémoire des douleurs de la bienheureuse Vierge Marie,  
reine des Martyrs, présente à la croix et à l'agonie de son fils bien-aimé, et  
qui prient pour les fidèles agonisants. Il accorde en outre, dans le Seigneur,  
indulgence plénière et la remission de tous les péchés, aux fidèles, qui, pleins de  
repentir, se seront confessés et eussent communie dans le mois, le jour qui leur  
conviendra, après avoir rempli chaque jour les obligations ci-dessus mentionnées,  
et prié pour la concorde entre les princes chrétiens, l'extirpation des hérésies et  
l'exaltation de notre sainte Eglise. La Sainteté permet aussi, dans le  
Seigneur, que toutes ces indulgences puissent être appliquées par forme de suffrage  
aux fidèles, décedés dans l'amour de Dieu. Toutes ces indulgences sont accordées  
à perpétuité.

La Sainteté nous a chargé de faire connoître à tous les fidèles en général  
et en particulier la concession de ces grâces spirituelles, afin qu'accablés, comme  
il convient, par l'espoir de leur salut et celui de leurs frères, ils puissent jouir  
dans le Seigneur de ce bienfait extraordinaire.

Donné à Rome dans notre palais, le 18 avril 1469.

A. Card. Despuig, pro-Vicaire.  
Philippa, car. Liberti, Secrétaire.

Bonne traduite de l'italien  
Notification de sa Sainteté  
Publiée et affichée à Rome, traduite de l'original italien

enfin les desseins terribles des ennemis du Siège apostolique sont accomplis. après la spoliation violente de la plus belle et la plus considérable partie de nos possessions, nous nous voyons par des prétextes indignes et par une injustice encore plus grande dépouillés de notre Souveraineté temporelle, laquelle est étroitement liée avec notre indépendance spirituelle. au milieu de cette cruelle persécution nous console la pensée, que nous ne rencontrâmes un aussi grand désordre par aucune offense faite à l'Empereur ou à la France; laquelle a été toujours l'objet de nos soins et amour paternelle, ni par aucune intrigue d'une politique mondaine, mais pour n'avoir pas voulu trahir nos devoirs et notre Conscience!

S'il n'est pas licite à quiconque professe la Religion Catholique, de plaire aux hommes et de déplaire à Dieu, il ne peut l'être encore moins à celui qui en est le Chef, et qui la promulgue, d'ailleurs redoublés que nous sommes à Dieu et à l'Eglise de transmettre nos droits en leur intégrité à nos Successeurs, nous protestons contre cette nouvelle spoliation violente et la déclarons nulle et d'aucune valeur animés d'un esprit le plus ferme et le plus décidé, nous rejettons assignations quelconque, que l'Empereur des Français nous veut faire à nous et aux individus de notre Collège. nous nous couvririons tous d'ignominie en face de l'Eglise si nous faisons dépendre notre Subsistance de la main de l'usurpateur de ceci. nous nous donnons entièrement à la providence et à la piété des fidèles et nous serons contents de terminer sobrement la Carrière amère de nos jours pénibles. Nous adorons avec une profonde humilité les dieux imperscrutables de Dieu, nous invoquons sa Miséricorde sur nos bons Sujets, qui seront toujours notre joie, notre couronne, et après avoir fait en cette très périlleuse Circonstance tout ce que nos devoirs exigeroient, nous les exhortons à conserver toujours en son intégrité la Religion et la foi, et à se joindre à nous pour conjurer les larmes aux yeux, entre le Vestibule et l'autel le Souverain père de lumières afin qu'il veuille bien changer les mauvais Conseils de nos persécuteurs.

(L. S.) étoit signé

Pie p. p. VII.

Archives des Religieuses,  
Augustines  
Rebecq-Ragnon No 94

Die pape VII

par L'autorité de Dieu tout puissant, des S. S. Apôtres pierre et paul  
et par la nôtre nous vous déclarons, vous et tous vos Coopérateurs,  
dans l'attentat que vous avez exécuté; encourus L'excommunication,  
laquelle par nos lettres Apostoliques qui sont en même temps affichées  
aux lieux ordinaires de cette Ville, nous déclarons encourus tous  
ceux qui dès le dernier entahissement violent de cette même Ville,  
arrivé le 2 février de l'année passée ont commis en cela aussi bien  
que dans l'état ecclésiastique tous les attentats, contre lesquels nous  
avons réclamé non seulement par tant des protestations émancées  
par nos Secretaires d'état Successif, mais aussi par nos allocutions  
Consistoriales du 16 de mars au 11 juillet 1808 et tous leurs  
mandataires, facteurs Conseillers, et autre quiconque a  
procuré l'exécution ou exécuté par lui même lesdits attentats.

à Rome le 10 juin 1809

étoit Signé Die p: p: VII

Bulle traduite de l'italien

Archives des Religieuses  
Augustines  
Rebecq-Rognon No 95.

Pie VII à ses fidèles Sujets et à son cher troupeau particulier  
dans les afflictions amères, ou nous nous trouvons nous fondons en larmes  
de tendresse, en Bénissant Dieu le père éternel de N. S. J. C. et père de  
miséricordes, le Dieu de toute Consolation de nous procurer un si doux  
soulagement que celui de voir arriver en notre présence ce même que fut prédit  
par son divin fils notre Rédempteur à St Pierre Prince des apôtres, dont  
sans aucun mérite de notre part nous sommes le successeur quand il lui dit,  
lorsque vous serez vieux vous étendrez les mains et un autre vous ceindra  
et vous menera ou vous ne voulez pas, quoique nous soyons intérieurement  
persuadé comme nous en faisons ici la déclaration expresse qu'étant en paix  
avec tout le monde et priant continuellement le Dieu de miséricorde pour la  
paix de tous les princes et de tout les peuples, nous ne pouvions que par un acte  
de violence être séparé de la ville de Rome notre résidence Légitime et pacifique;  
comme Capitale de notre Etat, comme Siège, Spécial de notre sainte Eglise  
Romaine, et comme centre universel de toute l'Unité Catholique, dont, par  
la disposition de la divine Providence nous sommes ici bas le Chef et le Médiateur  
Souverain, nous étendons pourtant avec résignation nos mains sacerdotales à  
la force qui nous les lie pour nous traîner ailleurs; et tandis que nous  
déclarons responsable devant Dieu les auteurs d'un si grand attentat de toutes  
les conséquences qu'il peut avoir; d'un autre côté nous désirons, conseillers et  
ordonnons que nos fidèles Sujets, notre troupeau particulier de Rome et l'Eglise  
Catholique toute entière imitent avec ardeur les fidèles du premier Siècle; dans  
une Circonstance semblable Lorsque St Pierre étant renfermé en prison,  
toute l'Eglise ne cessait de prier Dieu pour lui.

Succéder quoi qu'indigne de ce grand et glorieux apôtre nous sommes trop abusés  
et de la charité ardente dont les Coeurs de nos très chers Sujets sont pleins,  
pour ne pas espérer avec confiance que tous s'empresseront de rendre ce pieux,  
charitable et peut-être dernier bon office de charité chrétienne à leur tendre père  
Commun, qui à l'instant qu'il est contraint par la violence de leur faire un  
adieu qui sera peut-être le dernier leur Communique en récompense avec la  
grande tendresse et toute l'effusion de son coeur la Bénédiction Apostolique  
et particulière?

(L. S.) De notre Palais Quirinal le 5 juillet 1809.  
est signé Pie VII Souverain Pontife.

Giuseppe Tradite de L'italien, Rome 8 juillet 1809

on avoit trouvé le moyen de mercredi passé (8 juillet à 22 heures) à peu près six heures du soir) d'extraire le Saint Père de tout ce qui devoit s'exécuter à son égard mais pour épargner le sang et préserver tout tumulte il ne manifesta à personne cet avilissement et se contenta seulement d'ordonner aux Cardinaux et aux prélats Domestiques de rester dans son quartier tandis que lui-même resta habillé et propre à tout ce qui pourroit arriver.

Dans la nuit déjà avancée la Sainteté priant Dieu dans sa chambre, les murs du jardin papal furent escaladés en plusieurs endroits, et diverses portes qui conduisoient de là au palais Pontifical furent enfoncées par les exécuteurs des ordres du gouvernement ils contraignirent Monseigneur le porte croix qui fut rencontré le premier par eux, à les conduire à l'appartement du St Père, lequel surpris sur son prie Dieu où il faisoit sa prière devant le crucifix fut de nouveau interpellé par l'adjet général des gendarmes de déclarer s'il vouloit accepter et confirmer le décret impérial qui le regarde; le Pape lui ayant répété qu'il ne pouvoit pas y consentir, on lui intima la prise de corps et l'ordre de suivre les gendarmes; mais n'ayant pas voulu se rendre à l'intimation il fut arraché de vive force, et contraint de descendre dans le jardin, là il fut mis dans un carrosse avec le Cardinal Secrétaire d'état, après quoi on le fit secrètement passer dans l'obscurité de la nuit par la porta Dia.

C'est ainsi qu'accompagné par le général Radet et escorté par des gendarmes il fut envoyé à Florence avec d'autres personnes de sa suite, les autres Cardinaux et Prélats furent renvoyés chez eux à l'exception du Cardinal Despuigh qui doit être allé à Pise. le Cardinal de Pietro recut au moment du départ de la Sainteté un Bref qui l'autorise à remplacer les fonctions de son Vicaire, excepté en ce qui concerne la Batterie. à la Chartreuse de Florence il ne fut permis à personne de s'entretenir avec le St Père qui y arriva à 9 heures du soir et fut obligé d'en repartir le lendemain qui étoit un dimanche dès les six heures du matin mais en chemin on le vit la gajetée peinte sur son visage Bénir ceux qui se mettoient à genoux dans les endroits par où il passoit.

(2) Ces mots ne se trouvent pas dans L'italien

Lombelle Nord le 30. Novr 1809.

Monsieur Le Directeur.

Archives des Religieuses  
Augustines  
Rebecq-Ragnon No 96.

J'ai l'honneur de vous envoyer les Statuts joints pour  
l'Hopital de Rebecq avec les pieces à l'appui. j'en suis prie  
de vouloir les communiquer aux Religieuses et de les  
engager à les souscrire. Vous voudrait bien me les renvoyer  
avant mercredi, car le porteur des Lettres partira jeudi pour  
Bruxelles.

Vous verrez ci jointe la lettre circulaire du Grand Vicariat  
mais comme elle étoit adressée à des Communautés fla-  
mandes, j'en ai fait la traduction pour le mieux possible  
j'en suis prie de me vouloir excuser si toutefois les  
termes ne sont point exacts.

J'espère que les Religieuses ne feront aucune difficulté  
de souscrire les Statuts que Messieurs les Vicaires  
généraux leur envoient, car nous voyez que le Pape  
Du Souverain Pontife a été consulté par différents Maîtres  
Religieuses et que sa réponse est toute fait tranquille.  
Au surplus, les Religieuses peuvent remarquer que les  
Statuts ne regardent que le Régime extérieur de la Maison  
et que les Statuts pour le spirituel restent entiers. Aussi  
votre Communauté est plus que complète, de sorte que de  
long temps elle n'aura besoin de recevoir des nouvelles religieuses.  
Si vous aviez quelques doutes sur un point, j'en aurai  
soin de les exposer au Vicariat, qui ne négligera rien.

pour vous séduire et tranquilliser vos concitoyens.  
Je aurai voulu moi-même s'être joint pour vous concourir d'un  
v. ble, mais les pièces de Rome me viendraient suffisamment  
de faire un voyage aussi pénible que périlleux.

Enfin Monsieur Monsieur, veuillez envoyer les Statuts signés  
le plus tôt possible; je vous répète les souhaits que j'ai fait  
dernièrement d'une heureuse venue et d'un voyage que je suis  
très-estimé et de bon cœur.

Monsieur

Votre très humble serviteur  
P. Trautman Doyen et Chancelier  
de l'Université de Notre Dame

1<sup>o</sup>. S. mes respects à la Dame Princesse et à toute la Communauté.  
2<sup>o</sup>. Ajoutez encore, je vous prie, à mes réflexions Subdites,  
que si le Décret impérial donne quelque licence, que  
les anciens Statuts ne donnent point, les Religieuses  
professes n'en doivent pas faire usage, elles peuvent demeu-  
rer sages et honnêtes, comme elles ont été jusqu'à présent.

pour vous rendre et magnifier vos bienfaits.

Copie

Archives des Religieuses  
Augustines  
Rebecq-Rognon No VI 97.

Les vicaires généraux Du Diocèse De Malines  
à Notre chere in Christo La Supérieure et Religieuses  
De l'hôpital De Rebecq.

Salut en notre Seigneur.

Vous savez que votre couvent comme tous les autres de ce  
pays est supprimé; de sorte que c'est par simple tolérance du  
gouvernement que vous demeurez encore en communauté.

Vous savez également que l'Empereur a donné le 18 février  
dernier un décret par lequel il promet un état fixe à toutes les  
Religieuses hospitalières, qui avant le premier janvier de l'année  
prochaine 1810 auront reçu de leurs Evêques respectifs des nouveaux  
Statuts quand lesdits Statuts auront obtenu du Gouvernement  
force de Loi pour le droit civil, tellement que personne ne les  
pourra plus troubler.

Vous verrez dans les pièces ci-jointes envoyées de Rome, que le  
St. Siège en ce point tranquillise votre conscience.

Nous vous dressons donc ces Statuts, qui touchant vos Religi-  
-euses présentes, sont conformes à vos anciens Statuts, et touchant  
les Novices futures, conformes à ce que le St. Siège permet.



En conséquence nous vous adhortons de vouloir signer ces statuts  
chaque de vos Noms et prénoms, et de nous <sup>les</sup> renvoyer <sup>ainsi</sup> signés  
dans les trois jours qui suivront la réception de notre-circulaire,  
afin que votre Communauté puisse être conservée, qui autrement  
d'après le Décret Impérial, après le 1<sup>er</sup> janvier 1812. Serait déposée.

Nous ne doutons point que votre sainte profession et la charité  
que vous portez envers les membres de Jésus-Christ pauvres et malades,  
ne vous excitent efficacement à nous obéir dans ce point en suivant  
l'exemple de plusieurs de vos Convois.

Etait signé: J. Forgeur vic-gen.  
J. G. Balen. Vic-gen.

Donné à Malines le 21. 2<sup>bre</sup> 1809.

Pour copie conforme

Etait signé: C. S. Franckman Doyen et  
Cure de Lombke N<sup>re</sup> Dame.

Extrait du Bulletin des Lois.

N<sup>o</sup> 225.

Archives des Religieuses  
Augustines  
Rebecq-Rognon No 93

(N<sup>o</sup> 1127.) Décret impérial relatif aux congrégations  
des maisons hospitalières des femmes.

du palais des Tuileries, le 18 février 1809.

Napoléon Empereur des Français, Roi d'Italie,  
et protecteur de la Confédération du Rhin,

Voulant donner une preuve spéciale de notre  
protection aux maisons hospitalières,

Notre Conseil d'Etat entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit.

Section 1<sup>re</sup>

Dispositions générales.

Article 1<sup>er</sup> Les congrégations ou maisons hospitalières  
des femmes, savoir, celles dont l'institution a pour but de  
soigner les hospices de notre Empire, d'y servir les infirmes,  
les malades et les enfants abandonnés, ou de porter aux  
pauvres des soins, des secours, des remèdes à domicile, sont  
placées sous la protection de Madame, notre très-chère  
et honorée mère.

2. Les statuts de chaque congrégation ou maison séparée  
seront approuvés par nous, et insérés au Bulletin des lois, pour  
être reconnus et avoir force d'institution publique.

3. Toute congrégation d'hospitalières dont les statuts  
n'auront pas été approuvés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1810  
sera dissoute.

4. Le nombre des maisons, le costume et les autres privilèges  
qu'il est de notre intention d'accorder aux congrégations hospi-  
talières, seront spécifiés dans les brevets d'institution.

5. Toutes les fois que des administrations des hospices ou  
des communes voudraient étendre le bienfait de cette institution  
aux hospices de leur commune ou arrondissement, les demandes  
seront adressées par les préfets à notre ministre des Cultes, qui, de  
concert avec les Supérieures des congrégations, donnera des ordres pour  
l'établissement des nouvelles maisons: quand ila sera reçu, notre

letin  
5  
impérial  
hospital  
ileries,  
et des  
conféde  
ce preu  
hospital  
entend  
et de  
1<sup>re</sup>  
généra  
gations  
dont  
de nos  
et les  
sins, de  
us la  
sés m  
chaque  
par  
s et  
hospi  
s et  
sons,  
tra ent  
seront  
es Reli  
ustines  
gnon No

notre ministre soumettra l'institution des nouvelles maisons à notre approbation.

## Section II

### Noviciats et Vœux.

6. Les congrégations hospitalières auront des noviciats, en se conformant aux règles établies à ce sujet par leurs Statuts.

7. Les élèves ou novices ne pourront contracter des vœux si elles n'ont seize ans accomplis. Les vœux des novices âgées de moins de vingt-un ans, ne pourront être que pour un an. Les novices seront tenus de présenter les consentemens demandés pour contracter mariage par les articles 144, 149, 150, 157 et 160 du Code Napoléon.

8. à l'âge de vingt-un ans, ces novices pourront s'engager pour cinq ans. Ledit engagement devra être fait en présence de l'évêque (ou d'un ecclésiastique délégué par l'évêque), et de l'officier de civil qui dressera l'acte et le consignera sur un registre double, dont un exemplaire sera déposé entre les mains de la Supérieure et l'autre à la municipalité (et pour Paris, à la préfecture de police).

## Section III

### Revenus, Biens et Donations.

9. Chaque hospitalière concourra l'entière propriété des biens et revenus, et le droit de les administrer et d'en disposer conformément au Code Napoléon.

10. elle ne pourra, par actes entre-vifs, ni y renoncer au profit de sa famille, ni en disposer, soit au profit de la congrégation, soit en faveur de qui ce soit.

11. Il ne sera perçu, pour l'enregistrement des actes de donations, legs ou acquisitions, légalement faits en faveur des congrégations hospitalières, qu'un droit fixe d'un franc.

12. Les donations seront acceptées par la Supérieure de la maison, quand la donation sera faite à une maison spéciale, et par la Supérieure générale, quand la donation sera faite à toute la congrégation.

13. Dans tous les cas, les actes de donation ou legs doivent, pour la demande d'autorisation à fin d'accepter, être remis à l'évêque du lieu du domicile du donateur ou testateur, pour qu'il le transmette, avec son avis, à notre ministre des cultes.

14. Les donations, revenus et biens des congrégations religieuses, de quelque nature qu'ils soient, seront préservés et régis conformément au Code Napoléon; et ils ne pourront être administrés que conformément à ce code; et aux lois et réglemens sur les établissemens de bienfaisance.

15. Le compte des revenus de chaque congrégation ou maison séparée, sera remis, chaque année, à notre ministre des cultes.

#### Section IV

##### Discipline.

16. Les Dames hospitalières, seront, pour le service des malades, ou des pauvres, tenues de se conformer, dans les hôpitaux ou dans les autres établissemens d'humanité, aux réglemens de l'administration.

Celles qui se trouveront hors de service par leur âge ou par leurs infirmités, seront entretenues aux dépens de l'hospice, dans lequel elles seront tombées malades ou dans lequel elles auront vieilli.

17. Chaque maison, et même celle du chef-lieu; s'il y en a, sera, quant au spirituel, soumise à l'évêque diocésain, qui la visitera et réglera exclusivement.

18. Il sera rendu compte à l'évêque de toutes peines de discipline autorisées par les statuts, qui auraient été infligées.

19. Les maisons des congrégations hospitalières, comme toutes les autres maisons de l'État, seront soumises à la police des maires, des préfets et officiers de justice.

20. Toutes les fois qu'une sœur hospitalière aurait à porter des plaintes sur des faits contre lesquels la loi prononce des peines de police correctionnelle, ou autres plus graves, la plainte sera renvoyée devant les juges ordinaires.

21. Notre grand-juge ministre de la justice; et nos ministres des cultes, de l'intérieur, des finances, et de la police générale; sont chargés, chacun en ce qui le concerne; de l'exécution du présent décret.

Signé Napoléon

par l'empereur

Le ministre l'extérieur d'état, signé Hugues B. Maret.

Extrait du Bulletin des Lois

N<sup>o</sup> 295.

(N<sup>o</sup> 1127.) Décret impérial relatif aux congrégations  
des maisons hospitalières des femmes.

du palais des Tuileries, le 18 février 1809.

Napoléon, Empereur des Français, Roi d'Italie,  
et protecteur de la Confédération du Rhin,

Wantant donner une preuve spéciale de notre  
protection aux maisons hospitalières,

Notre conseil d'état entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

Section 1<sup>re</sup>

Dispositions générales.

Art. 1<sup>er</sup> Les congrégations ou maisons hospitalières  
de femmes, savoir, celles dont l'institution a pour but  
de défrayer les hospices de notre Empire, de servir  
les infirmes, les malades et les enfants abandonnés, ou de  
porter aux pauvres des soins, des secours, des remèdes à  
domicile, sont placées sous la protection de Madame,  
notre très-chère et honorée mère.

2. Les Statuts de chaque congrégation ou maison  
séparée, seront approuvés par nous, et insérés au Bulletin  
des lois, pour être reconnus et avoir force d'institution publique.

3. Toute congrégation d'hospitalières dont les Statuts  
n'auront pas été approuvés et publiés avant le 1<sup>er</sup> janvier  
1810. sera dissoute.

4. Le nombre des maisons, le costume et les autres  
privileges qu'il est dans notre intention d'accorder aux  
congrégations hospitalières, seront spécifiés dans les brevets  
d'institution.

5. Toutes les fois que des administrations des hospices ou des communes voudraient étendre les bienfaits de cette institution aux hôpitaux de leur commune ou arrondissement, les demandes seront adressées par les préfets à notre ministre des cultes, qui, de concert avec les Supérieurs des congrégations, donnera des ordres pour l'établissement des nouvelles maisons: quand cela sera nécessaire, notre ministre des cultes soumettra l'institution des nouvelles maisons à notre approbation.

### Section II.

#### Noviciats et Vœux.

6. Les congrégations hospitalières auront des noviciats, en se conformant aux règles établies à ce sujet par les statuts.

7. Les élèves ou novices ne pourront contracter des vœux si elles n'ont seize ans accomplis. Les vœux des novices âgés de moins de vingt-un ans, ne pourront être que pour un an. Les novices seront tenues de présenter les consentements demandés pour contracter mariage, par les articles 148, 149, 150, 159. et 160. du code Napoléon.

8. à l'âge de vingt-un ans, ces novices pourront s'engager pour cinq ans. Ledit engagement devra être fait en présence de l'évêque (ou d'un ecclésiastique délégué par l'évêque), et de l'officier civil qui dressera l'acte et le consignera sur un registre double; dont un exemplaire sera déposé entre les mains de la Supérieure, et l'autre à la municipalité (et pour Paris, à la préfecture de police.)

Section III

Revenus, Biens et Donations

9. Chaque hospitalière conservera l'entière propriété de ses biens et revenus, et le droit de les administrer et d'en disposer conformément au Code Napoléon.

10. Elle ne pourra, par actes entre-vifs, ni y renoncer au profit de sa famille, ni en disposer, soit au profit de la congrégation, soit en faveur de qui que ce soit.

11. Il ne sera perçu, pour l'enregistrement des actes de donations, legs ou acquisitions, légalement faits en faveur des congrégations hospitalières, qu'un droit fixe d'un franc.

12. Les donations seront acceptées par la Supérieure de la maison, quand la donation sera faite à une maison spéciale, et par la Supérieure générale, quand la donation sera faite à toute la congrégation.

13. Dans tous les cas, les actes de donation ou legs doivent, pour la demande d'autorisation à fin d'accepter, être remis à l'évêque du lieu du domicile du donateur ou testateur, pour qu'il le transmette, avec son avis, à notre ministre des cultes.

14. Les donations, revenus et biens des congrégations religieuses, de quelque nature qu'ils soient, seront possédés et régis conformément au Code Napoléon; et ils ne pourront être administrés que conformément à ce Code, et aux lois et règlements sur les établissements de bienfaisance.

15. Le compte de revenus de chaque congrégation - ou maison séparée, sera remis, chaque année, à notre ministre des cultes.

## Section IV.

### Discipline.

16. Les Dames hospitalières seront, pour le service des malades et des pauvres, tenues de se conformer, dans les hôpitaux ou dans les autres établissements d'humanité, aux réglemens de l'administration.

Celles qui se trouveront hors de service par leur âge ou par leurs infirmités, seront entretenues aux dépens de l'hospice dans lequel elles seront tombées malades ou dans lequel elles auront vieilli.

17. Chaque maison, et même celle du chef-lieu, s'il y en a, sera, quand au spirituel, soumise à l'évêque diocésain, qui la visitera et réglera exclusivement.

18. Il sera rendu compte à l'évêque de toutes peines de discipline autorisées par les statuts, qui auraient été infligées.

19. Les maisons des congrégations hospitalières, comme toutes les autres maisons de l'Etat, seront soumises à la police des maires, des préfets et officiers de justice.

20. Toutes les fois qu'une sœur hospitalière aurait à porter des plaintes sur des faits contre lesquels la loi prononce des peines de police correctionnelle, ou autres plus graves, la plainte sera renvoyée devant les juges ordinaires.



21. Notre grand-juge ministre de la justice et nos  
ministres des cultes, de l'intérieur, des finances, et de  
la police générale, sont chargés, chacun en ce qui le  
concerne, de l'exécution du présent décret.

Signé Napoléon.

par L'Empereur.

Le ministre secrétaire d'Etat, signé Hugues B. Maret.

certifié conforme.

Lieu  
+  
Dusseau

Le grand-juge ministre de la justice,  
Regnier

Archives des Religieuses  
Augustines  
Rebecq-Rognon No VII 100.

Lettre de la Supérieure de L'Hopital de Louvain au questions proposées  
au Saint Siege par Mr Vanroy curé dudit hospice le 9 d'Avril 1809

Doutes proposés avec le décret y joint du 18 Février 1809 touchant  
les hospices comme sensuit

Comme les hospices de notre Pays Bas (la Belgique) leurs promesses et Vœux  
Solennels ainsi que leurs Statuts sont approuvés par différents Papes sous l'ordre  
de saint Augustin, et que malgré les calamités de ces temps desastreux, ils ont  
continué dans ce même état jusqu'à ce jour sous la protection de L'empereur, et  
que les pauvres malades de deux sexes y ont trouvé leur soulagement temporel  
et spirituel, une inquiétude assez grande et non moins alarmante s'est  
manifestée parmi nous, au sujet du nouveau décret ci-joint de L'empereur des  
Français, savoir si les religieuses des hospices ci-dessus observant leurs Vœux promesses  
et Statuts pour autant que les circonstances les permettent, peuvent accepter la  
Nouvelle institution, et selon les conditions alléguées dans le Décret, acceptant des  
Novices, la favoriser. En conséquence comme il seroit téméraire d'entreprendre quelque  
chose de son Chef, et que les plus sages mêmes sont inquiets, nous avons jugé  
nécessaire de sonder en temps les sentiments du Souverain Pontife, qui étant le  
Pere Commun des fidèles voudra et daignera bien comme nous L'espérons et le  
prions dans ce cas pressant, nous donner un bon conseil aux Supérieurs des  
hospices de Louvain, à qui le décret ci-joint a été insinué et présenté de la part  
de M. l'Evêque d'Arras Archevêque de Malines. Demandons par cette en nous prosternant  
très humblement aux pieds de notre saint Pere la grace de Dieu et sa  
Sainte Bénédiction &c. &c.

cette lettre étoit en flamand je ne  
sais si elle est tout à fait bien traduite

étoient signés Barbe Vandersluijse  
Supérieure et Jean François Van Roy  
Directeur pr le spirituel dudit hospice

4 7  
Réponse de Rome à la Dame Supérieure de l'Hôpital de Loubain  
avec des éclaircissements du Décret. Le Rome ce 22 Jbre 1809

Madame

Je vous joins ici le Décret, ou Réponse du Cardinal Délégué Apostolique, concernant votre affaire que je vous avais annoncée le 18 de ce même mois, et j'y ajoute des réflexions ou éclaircissements qui suivent, j'espère que vous & votre communauté serez satisfaits du soin que j'ai donné à cette affaire, et j'ai l'honneur d'être

Madame

Votre très humble Serviteur  
signé B. Mazio

Votre lettre datée du mois d'avril avec l'exemplaire du Décret qui y est joint ont été présentés à S. E. le Cardinal Délégué Apostolique. Son Eminence y a fait les plus grandes réflexions, il a pris en considération que d'après la suppression de tous les ordres réguliers qui ont été faits en France et dans le système actuel des choses, il est impossible de conserver un ordre dans le même état ou il étoit anciennement.

il a aussi fait réflexion que la seule Corporation Régulière qui puisse être autorisée en France est celle des Dames Hospitalières avec des Vœux Simples, qu'il est mieux de conserver de quelque manière cette corporation que, en voulant soutenir l'ancien système, la voir tout à fait détruite. C'est pourquoi il a jugé de donner dans le décret ci-joint une Providence par laquelle la Conscience des Dames qui ont déjà solennellement professé et qui sont tenues à observer la chasteté dans toute sa rigueur et les autres Vœux de la manière qu'il est actuellement possible. Soit tranquilles, et soit dans le même temps pourvu à la perpétuation de cette corporation de la façon qu'il est possible, et à la sûreté de conscience des personnes qui voudront faire désormais Profession de ce saint Institut.

à la conscience des premières à été pourvu en leur accordant la permission comme à des individus détachés d'un couvent qui peut être considéré comme supprimé de fait. d'entrer dans la congrégation qui va s'ouvrir en forme du Décret Impérial.

à la Conscience des secondes, en leur permettant d'y entrer avec des Vœux Simples.

Lettre de la Supérieure de l'Hôpital de Louvain  
copie du Décret ou Réponse de Rome à la Supérieure des Hospitalines de Louvain  
Rome le 18 9bre 1809

Ayant considéré avec soin les exposés de nos bien aimés en Jesus Christ  
Barbe Vandersluisje Supérieure et Jean François Van Roy Directeur Spirituel de  
l'Hospice de Louvain, par autorité Apostolique spéciale à nous délégués, nous répondons  
1<sup>o</sup> que les Religieuses Hospitalines dont il s'agit, sous la Règle de St Augustin, consacrant  
le Vœu de chasteté, qu'elles ont solennellement émis dans leur ordre, gardant aussi la  
Substance des autres Vœux de leur propre profession autant qu'il pourra commodément se  
faire dans l'état présent des choses, et sous la juridiction et obéissance de l'Ordinaire  
respectif, dans le diocèse duquel elles pourroient demeurer, peuvent licitement entrer et  
rester dans la congrégation ou quelque maison pieuse dont les Sœurs sont destinées à  
traiter et garder les infirmes qui se trouvent tant dans les hôpitaux que dehors, ainsi  
que les enfans abandonnés.

2<sup>o</sup> Que les filles peuvent entrer dans la même congrégation ou maison pieuse, en faire  
des vœux simples en mains de l'Ordinaire propre ou d'une autre personne ecclésiastique  
par lui député, et étant soumises à la juridiction et obéissance de l'Ordinaire du lieu,  
remplir les choses ci-dessus énoncées et aussi d'autres œuvres de charité et de piété.

3<sup>o</sup> Que dans les doutes qui se rencontrent ou il faut agir, on doit consulter son propre Ordinaire  
et s'arrêter à son jugement prudent.

doit signé Michael Card. Delegat. Petrus

(locus X sigilli)

Archives des Religieuses  
Augustines  
Rebecq-Region No 78-102

Lettre de la Supérieure de l'Hospital de Louvain en question  
proposées au Saint Siège par M<sup>r</sup>. Vanroij Curé du dit hospice  
le 2<sup>e</sup> d'avril 1409

Archives des Religieuses

Augustines

Rebecq-Rognon No 4103

Dontes proposées avec le décret ij joint du 14 fevrier 1409  
touchant les hospices comme s'ensuit

Comme les hospices de notre pays Bas (la Belgique) leurs  
promesses et vœux solennels, ainsi que leurs Statuts sont approu-  
vés par différents Papes sous l'ordre de Saint Augustin, et que  
malgré les calamités des ces temps desastreux, ils ont continué  
dans ce même état jusqu'à ce jour sous la protection de l'empereur  
et que les pauvres malades de deux sexes ij ont trouvé leur soulagement  
temporel et spirituel, une inquiétude assez grande et non moins élar-  
mante s'est manifestée parmi nous, au sujet du nouveau décret  
ij joint de l'empereur des français, savoir si les religieuses des hospices  
ou si dessus, observent leurs vœux, promesses et Statuts pour autant  
que les circonstances les permettent, peuvent accepter la nouvelle institution  
et selon les conditions alléguées dans le décret, acceptant des Novices, la  
favoriser; inconsequence comme il seroit téméraire d'entreprendre  
quelque chose de son Chef, et que les plus savants même sont inquiets,  
nous avons jugé nécessaire de sonder en temps les sentiments du Souverain  
Pontif, qui étant le pere commun des fideles voudra et daignera bien  
comme nous l'esperons et le prions dans ce cas pressant, nous donner un  
bon conseil aux Supérieurs des hospices de Louvain, à qui le décret ij  
joint a été insinué et présenté de la part de M<sup>r</sup>. de la Roche qui de  
Malines, demandons par cette en nous prosternant tres humblement  
aux pieds de notre Saint Pere la grace de Dieu et Sa Ste benedicti

était signés barbe vandershijse

Supérieure; et Jean Francois vanroij

Directeur pour l'espirituel du dit hospice

cette lettre étoit en flamand  
je ne sai si elle est tout a fait  
bien transcrite

Copie de la réponse de Brème à Dame Supérieure & Comtesse  
ajant considéré avec soin les exposés de nos bien aimés M<sup>rs</sup> barbe  
vanderluijse Supérieure, et Jean François vanroij Directeur spirituel de l'hospita  
de Louvain par autorité apostolique spéciale. a nous déléguée nous répondons  
1<sup>o</sup> Que les religieuses hospitalières, dont il s'agit, sous la règle de St  
augustin, conservant le vœux de chasteté qu'elles ont solennellement emises  
dans leur ordre; gardant aussi la substance des autres vœux de leur propre  
profession autant qu'il pourra commodément se faire dans l'état présent  
des choses, et sous la juridiction et obéissance de l'ordinaire respectif,  
dans le diocèse du quelle elle pourroient demeurer, peuvent licitement  
entrer et rester dans la congrégation ou quelque maison pieuse dont les  
sœurs sont destinées à servir et garder les infirmes qui se trouvent tant  
dans les hôpitaux que dehors ainsi que les enfans abandonnés  
2<sup>o</sup> que les filles pourroient entrer dans la même congrégation ou maison  
pieuse; et mettre des vœux simples en moins de l'ordinaire propre ou  
d'une autre personne ecclésiastique par lui députée  
étant soumise à la juridiction et obéissance de l'ordinaire du lieu  
remplir les choses ci dessus énoncées et aussi d'autres œuvres de charité  
et de piété  
3<sup>o</sup> que dans les doutes qui se rencontrent, ou il faut agir, on doit  
consulter son propre ordinaire et surcroire à son jugement prudent

(Locus sigilli)

Michael Card: delegat: poto

Rome  
Réponse de Rome a la Dame Supérieure de l'hospital de Louvain.  
avec des éclaircissemens du décret Rome ce 22 jbre 1709

Madame,  
je vous joint ici le décret ou réponse du Cardinal délégué apostolique  
concernant votre affaire que je vous avois annoncée le 14 de ce même mois  
et j'y ajoute des réflexions ou éclaircissemens qui suivent; j'espère que vous  
et votre communauté serez satisfaites du sens que j'ai donné à cette affaire  
et j'ai l'honneur d'être votre humble serviteur Signé R. Mazio

Madame,  
votre lettre datée du mois d'avril avec l'exemplaire du décret qui y étoit  
joint ont été présentés à S. E. le Cardinal délégué apostolique.  
Son Eminence n'a fait les plus grandes réflexions il a pris en considération que depuis  
la suppression de tous les ordres réguliers qui a été faite en France et dans le système  
actuel des choses il est impossible de conserver un ordre dans le même état ou il étoit

~~anciennement~~ anciennement. - il a aussi fait réflexion que la seule Corporation  
régulière qui puisse être autorisée en France, est celle des Dames hospitalières  
avec des vœux simples, qu'il méritoit de conserver de quelque manière cette  
corporation que en voulant soutenir l'ancien système la voir tout a fait  
détruire. C'est pourquoi il a jugé de donner dans le décret ci joint une  
providence pour la quelle la Conscience des Dames qui ont déjà solennel-

lement professé. Et qui sont tenues, à observer la chasteté dans toute  
la rigueur et les autres vœux de la manière qu'il est actuellement prohibé  
possible) soit tranquillisées, et soit dans le même temps pourvu à la  
perpetuation de cette corporation de la façon qu'il est possible, et à la  
sûreté de conscience des personnes qui voudront faire désormais profession

de ce St. institut.  
A la conscience des premières a été pourvu, en leur accordant la  
permission comme à des individus détachés d'un couvent qui peut être  
considéré comme supprimé de fait, d'entrer dans la congrégation  
qui va s'ériger en forme du décret impérial.

A la conscience des secondes, en leurs permettant d'y entrer  
avec des vœux simples.

Archives des Religieuses  
Augustines  
Rebecq-Rognon No VII 104.

*Pour l'hôpital de Rebecq.*

N<sup>o</sup>. r.

Beatissime Pater,

Cum hospitia Belgii nostri eorumque vota solemnia, & statuta per diversos Pontifices sint approbata sub regula S. Augustini, eoque in statu, non obstantibus temporum calamitatibus hucusque annuente Imperatore, perseveraverint, pauperes infirmi utriusque sexûs solamen corporale ac spirituale ibidem perceperint, viso novo Imperatoris Gallorum decreto (18 februarii 1809) hic adjecto, anxietas suboritur non levis, utrum religiosæ dictorum hospitiarum, conservando sua vota ac statuta ( quantum licet per temporum circumstantias ), novum Imperatoris statutum acceptare ac juxta conditiones in decreto adjectas, accipiendo Novitias continuare valeant; quapropter, cum propriâ autoritate attentare aliquid temerarium foret doctioresque ipsi angantur, necessarium duximus tempestivè inquirere mentem Summi Pontificis, qui, utpote communis fidelium Pater, opportunum in urgente hoc casu consilium, prout speramus & enixè obsecramus, dare non dedignabitur superioribus Nosocomii N.

( quibus annexum decretum jamjam ex parte Illustrissimi Archiepiscopi Mechliniensis insinuatum est ), per presentes postulantibus, seseque ad Sanctissimi pedes humillimè prosternentibus. Quam gratiam Deus, &c.

Signat. N. N. et N. N.

IV.

9. Aprilis 1809.

Archives des Religieuses  
Augustines  
Rebecq-Rognon No 78 105.



*Pour l'Hôpital de Reims.*

N<sup>o</sup> 2.

Romæ, die 18 Novembris 1809.

Perpensis expositis à dilectis in Christo N. N. , Superiorissa, & N. N. , direttore spirituali Nosocomii N. , de speciali apostolicâ auctoritate nobis delegatâ, respondendum duximus :

1<sup>o</sup>. Moniales hospitalarias, de quibus agitur, sub regula S. Augustini, servato castitatis voto, quod in suo ordine jam solemniter emiserunt, servatis que substantialibus aliorum votorum professionis, quantum in præsentis rerum statu commodè fieri poterit, & sub jurisdictione & obedientia respectivi Ordinarii, in cujus diocesi commorari contigerit, congregationem, seu aliquam piam domum, cujus sorores infirmis tam in hospitalibus, quam extra degentibus, & infantibus derelictis curandis, & custodiendis, addicuntur, ingredi, & ibidem manere licitè posse.

2<sup>o</sup>. Eidem congregationi, seu piæ domui puellas nomen dare, simplicia vota, in manibus proprii Ordinarii, vel alterius ecclesiasticæ personæ ab eo deputatæ, emittere, & loci Ordinarii jurisdictioni & obedientiæ spiritualiter subjectas, superius enunciata aliaque charitatis, ac pietatis opera implere quoque posse.

3<sup>o</sup>. In dubiis practicè occurrentibus proprium Ordinarium consulendum, ejusque prudenti judicio standum esse.

(L. † S.)

Signat. *Michaël Cardinalis de Petro.*

*Concordantiam cum originalibus respectivis testamur.*

J. FORGEUR, Vic.-Gen. — J. G. HULEU, Vic.-Gen.

N<sup>o</sup>. 3.

MADAME,

Rome, ce 23 Novembre 1809.

Je vous joins ici le décret ou réponse du Cardinal délégué Apostolique (1) concernant votre affaire que je vous avois annoncé le 18 de ce même mois, & j'y ajoute des réflexions ou éclaircissemens qui suivent. J'espère que vous & votre communauté serez satisfaite du soin que j'ai donné à cette affaire, & j'ai l'honneur d'être,

Madame,

Votre très-humble serviteur.  
Signé R. Mazzi.

Votre lettre datée du mois d'Avril (2) avec l'exemplaire du décret qu'y étoit joint (du 18 Février 1809) ont été présentés à S. Em. le Cardinal délégué Apostolique.

Son Eminence y a fait les plus grandes réflexions; il a pris en considération, que d'après la suppression de tous les Ordres réguliers qui a été faite en France, & dans le système actuel de choses, il est impossible de conserver un Ordre dans le même état où il étoit anciennement.

Il a aussi fait réflexion que la seule corporation régulière qui puisse être autorisée en France, est celle des Dames hospitalières avec des vœux simples; qu'il est même mieux de conserver de quelque manière cette corporation, qu'en voulant soutenir l'ancien système, la voir tout-à-fait détruite.

C'est pourquoi il a jugé de donner dans le décret ci-joint une Providence par laquelle la conscience des Dames, qui ont déjà solennellement professé (& qui sont tenues à observer la chasteté dans toute sa rigueur, & les autres vœux de la manière qu'il est actuellement possible), soit tranquilisée, & soit dans le même tems pourvu à la perpétuation de cette corporation de la façon qu'il est possible, & à la sûreté de conscience des personnes, qui voudront faire désormais profession de ce saint institut.

A la conscience des premières a été pourvu en leur accordant la permission comme à des individus détachés d'un Couvent, qui peut être considéré comme supprimé de fait, d'entrer dans la Congrégation qui va s'ériger en force du décret impérial; à la conscience des secondes, en leur permettant d'y entrer avec des vœux simples.

(1) Sous n<sup>o</sup>. 2. (2) N<sup>o</sup>. 1.

Mons le 26 Mars 1810

Archives des Religieuses  
Augustines  
Rebecq Rognon No 108.

Ma Chère tante

D'après la promesse que je vous ai faite j'indij dernies lors que  
j'eus l'honneur de vous voir, je ne suis en effet parvenu à M<sup>r</sup>  
pascal qui m'a dit que le règlement qui avoit été présenté  
à la Communauté des Sœurs noires, étoit sa quintessence de celui qui  
devoit présenter le gouvernement mais qui étoit tiré de différent  
manière, ne pouvoit les épouvanter ainsi, que M<sup>r</sup> évêque de  
notre diocèse ne l'avoit fait comme cela que pour les apprivoiser  
peut à petit avec ce que l'on leur demanderoit plus tard, et que  
comme il y avoit un mois jus qu'au premier de juillet on les  
avoient laissé tranquilles.

il m'a dit aussi qu'il avoit de même certain qu'une Commu-  
nauté de religieuses du département de la Dite (qui je crois sont les  
hospitalières de lausain) s'étoit adresser à Dom petit cardinal à  
laire à laire en l'absence du St. père, leur avoit donné une  
reponse que dans le moment pressant où nous nous trouvions  
on devoit se conformer aux vœux du gouvernement et se  
conformer à ce règlement.

Mais comme il y a un mois jus qu'au premier de juillet il m'a  
apuré qu'avant cet époque que le St. père décideroit la question  
affirmative, ou négativement, quel seroit un des premiers qui  
s'opposeroit que quel est ici aggrégé vicariat général, et que  
d'abord il m'en demandoit par, vous sçavez Ma Chère tante que  
du même moment je m'empêcherai de vous le marquer, et devant la  
quer alors comme je le fais à présent les sentiments de respect

Lettre Du Souverain Pontife Pie VII  
à Mgr l'Evêque de Tournay relative aux  
Hospitalières de son diocèse

Pie VII Pape & vénérable frère Salut et Bénédiction  
apostolique, ce n'est point pour nous une chose possible  
que les religieuses concrées dans votre diocèse au soulagement  
des infirmes se soient fait un cas de conscience comme nous l'avons  
appris par votre dernière lettre de ne point souscrire aux  
Statuts que vous leur avez proposés à cause que dans la lettre  
que nous vous avons écrites à ce sujet nous n'avons point  
signifié en termes exprès que cela leur étoit non seulement  
libre; mais encore tout-à-fait permis, comme cette difficulté  
nous paraît certainement provenir d'ailleurs que d'une simplicité et  
d'une innocence bien rares, nous louons ce sentiment <sup>qui</sup> les a inspi-  
rées; et pour leur tranquillité nous ne refusons pas de répondre  
quelles peuvent en sûreté de conscience à raison de ces temps difficiles  
admettre les novices à des vœux temporaires et souscrire au Statut  
que vous leur avez proposé, il arrivera par ce moyen qu'au lieu des  
scandales et des dangers du siècle elle ne négligerons pas de  
nous en occuper, à la religion et à l'humanité des services. Singulièrement  
chers et utiles et de s'appliquer à accomplir ces devoirs de charité  
de la meilleure manière qu'il leur sera possible nous ne pouvons  
certes nous dispenser de donner le plus grand éloge à votre  
Sagesse véritablement paternelle, à votre prudence et au  
respect singulier que vous nous portez ainsi, si

Si l'opuscule quel qu'autre affaire ou vous ayez beso  
besoin de notre ministère, nous ne manquerons jamais  
de vous obliger et vous aurés de plus en plus des  
preuves de l'inclination que nous éprouvons à vous  
être utile entre tous, nous vous accordons avec la  
plus grande affection ainsi qu'aux peuples confiés  
à votre sollicitude pastorale notre bénédiction aposto  
lique.

Donné à Savone le 29<sup>e</sup> jour de juillet.  
de l'an 1780 de notre pontificat l'an <sup>m</sup> 17<sup>me</sup>  
Pie VII Pape.

Archives des Religieuses  
Augustines  
Rebecq-Rognon No 711 209.

reponse du St.  
pere. Pie. VII  
pape

Les Religieuses Hospitalières  
de Rebecq aux Messieurs  
Vicaires généraux du Diocèse de Malines.

Messieurs

C'est avec le plus profond respect que nous avons l'honneur  
de vous faire connoître notre inquiétude au sujet des Statuts que  
vous nous avez invités à souscrire, nous l'avons fait par obéissance  
comme étant nos Supérieurs légitimes, mais étant tourmentés par  
les remords de notre conscience après avoir reçu des instructions sur  
cette affaire et aussi après avoir appris l'exemple de plusieurs maisons  
hospitalières qui se sont refusées à souscrire les Statuts leur  
présentés tant sur le Diocèse de Malines, que Tournay, nous ne  
pouvons plus soutenir sans vous déclarer que nous retractions de  
propos délibérés nos signatures faites aux Statuts à nous présentés  
de votre part, par Monsieur notre Voyer le 30 oct 1809. notre  
conscience ne nous permettant pas d'adhérer à un tel changement  
qui importe l'abolition de l'état religieux dans notre couvent et le  
dépouillement de ses biens et revenus, en foi de quoi nous signons  
notre retraction et prions Monsieur le Voyer de la faire  
parvenir de suite aux Messieurs Vicaires généraux les priant  
d'agréer nos Hommages Respectueux.

Archives des Religieuses  
Augustines  
Rebecq-Regnon No 50110.

Rebecq le 23 avril 1816.  
j'ai purgé le contenu de cette lettre,  
à M<sup>r</sup> le Doyen &c &c

Monsieur le Très R<sup>o</sup> Doyen !

Archives des Religieuses  
Augustines  
Rebecq-Rognon No 74 111.

je prens la respectueuse liberté de vous observer, tant de ma part que de  
la part de mes confrères, que l'article 20 du Bulletin des lois n<sup>o</sup> 225. étant  
de la teneur suivante: toutes les fois qu'une Sœur hospitalière auroit à porter  
des plaintes sur des faits contre lesquels la loi prononce des peines de police correctionnelle  
ou autres plus graves, la plainte sera renvoyée devant les juges ordinaires:  
Repugne à notre délicatesse et à celle de notre conscience, nous y avons souscrit  
aveuglément et parce qu'on nous l'ordonnoit, je vous prie d'y faire adjoindre une  
modification par laquelle on entend que cet article ne regarde que les personnes qui  
à l'avenir feront leur profession sous et à la faveur de l'Institut impérial.  
Vous priant d'agréer les hommages respectueux de mes confrères, m'y joignant  
j'ai l'honneur d'être avec respect et vénération.

Monsieur le Très R<sup>o</sup> Doyen !

Votre très humble et très obéissante  
servante et fille soumise.  
S<sup>r</sup> M<sup>r</sup> F. Faignart. Hospitalière à Rebecq.

P<sup>r</sup> S<sup>r</sup> nous avons l'honneur de vous souhaïter des heureuses fêtes de Pâques.  
Nous avons l'honneur de vous observer qu'ayant souscrit les statuts nous présentés par les  
M<sup>r</sup> Vicaires Généraux de Malines, nous sommes censés avoir souscrit le décret ou statut  
impérial, dans lequel est contenu le susdit article 20 du Bulletin des lois n<sup>o</sup> 225.  
M<sup>r</sup> le Doyen nous a répondu de s'isoler aux des M<sup>r</sup> Vicaires généraux, que nous désirons nous  
trouquer touchant l'article 20. du Bulletin des lois n<sup>o</sup> 225!



A Monsieur

Monsieur le Très Vénérable Doyen  
et Curé de Lombek. de de

à Lombek.

Franco.

Letres concernant la rétractation  
des religieux

Rognon le 26 Juin 1810.

Madame,

Archives des Religieuses  
Augustines  
Rebecq-Rognon No 112.

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait  
l'honneur de m'écrire le 22 de ce mois, avec elle  
aussi indiscrète que malhonnête, que le maire de  
Rebecq vous a adressée le 20. Et pour vous  
témoigner sa surprise de ce que M. le fondateur  
d'Artenberg voulait placer une vieille veuve  
dans l'hospice de Rebecq, sans reconnaître  
l'administration dont il est le chef.

Cette veuve ne sera à même d'entrer à  
l'hospice que lorsqu'elle sera rétablie d'une légère  
maladie qu'elle a, et c'est la raison pour laquelle  
je n'ai fait aucune demande à ce sujet  
auprès de l'administration en chef à Nivelles.

l'intention de M<sup>r</sup>. D'Artenberg, ni la mienne  
n'étant pas d'envoyer cette œuvre à l'hospice  
sans en avoir informé préalablement cette  
administration en chef.

J'ai l'honneur de vous saluer très parfaitement

Madame Votre très humble et  
obéissant serviteur

H. Gary

Ministère des Cultes

Extrait des Minutes de la Secrétairerie  
D'Etat.

Au Palais des Thuilleries le 11 Janvier 1811

Napoléon, Empereur des Français etc  
D'Etat, protecteur de la Confédération du Rhin,  
Médiateur de la Confédération Suisse etc.

Sur le Rapport de notre Ministre des Cultes  
Nobles Cousins D'Etat etc.

Nous avons décrété et décrêtons ce qui suit.

Art. 1.

Ses Statuts des hospitalières attachées à l'Hôpital de  
Reims, diocèse de Meaux lesquels d'ailleurs n'ont  
auparavant été approuvés et reconnus.

Art. 2.

Ses usages de cette Congrégation continueront de  
jouir de leur entière liberté, et jouiront de tous les  
privilèges que nous accordons aux Congrégations hospitalières  
qui se conformeront aux règlements généraux  
des Congrégations.

Art. 3.

Ses prières devant l'Église publique, et les Actes  
qu'elle fera seront insérés dans le Bulletin des lois.

Art. 1.

Notre Ministre des Cultes Est Chargé de Supprimer  
l'Impression de ce Degré. Signé M. de La Fayette  
Le Ministre Secrétaire d'Etat Signé L. B. Des  
de Brasmes

Pour Expédition Conformes.

Le Ministre des Cultes, Signé le Citoyen Doyot  
par le Ministre

Secrétaire au Conseil d'Etat Secrétaire Général  
Signé Joubert

Pour Copie Conformes.

Le Secrétaire Général de Suppléant le  
Conseiller de Préfecture de Signé Signé de Castellane.

Pour Approbation.

Le Sous-préfet.

A. Belaimont



Statuts

Pour les sœurs hospitalières De Brébœuf.

L'Esprit est libéré de la censure des sœurs de l'Hôpital  
De Brébœuf, sont d'instaurer une ou plusieurs sœurs de ce nom  
qui ne peuvent s'adonner ni subsidier pour cause de maladie  
et qui ne sont pas fiancées, et qui exigent une Grande  
Continence, le nombre des sœurs ne pourra être plus de cinq.  
Les neuf sœurs qui sont actuellement à l'hospice et dont  
quelques unes infirmes y restent, et les infirmes restées en  
celles qui l'indimentent seront dirigées par deux sœurs.

§ 1<sup>er</sup>  
Des postulantes et des novices

Art. 1<sup>er</sup> Toute jeune fille Suppléant pour être admise dans  
le Communauté hospitalière Suppléant au rang, son intention  
et ses qualités personnelles relatives au Sacerdoce des sœurs  
et aux obligations de l'Ordre, doivent être examinées par une  
de Dignitaires, et C'est quelle sœur sera nommée à cet  
qualité de sœur, elle Suppléant à la Communauté l'année  
postulante et si le Communauté y consent, elle pourra  
commencer par deux sœurs jusqu'à ce qu'elle ait atteint  
vingt ans complis; elle pourra entre temps faire des  
vœux pour un an.

2<sup>o</sup> La Suppléant même sœur de faire produire par la sœur,  
le Suppléant de ses parents ou tuteurs, ou un notaire  
ce qui sera nécessaire à l'insinuation de l'acte de mariage  
de la sœur, sans cette précaution elle ne pourra être  
admise infirme des novices.

3<sup>o</sup> Si une postulante n'est pas reçue dans vingt ans  
lorsqu'elle Suppléant, elle sera dérangée comme sœur  
ou novice dans un autre.



12. Elle aura l'administration de l'économie de la maison, et mettra  
à l'exécution ces usages au service des malades et à l'éducation  
honnête des Sœurs.

13. C'est l'abbessesse qui distribue les emplois de l'administration et  
qui assigne à chaque Sœur les offices et les services à  
rendre soit aux malades, soit à la communauté.

§. 3.  
Des Sœurs professes.

14. Toutes les Sœurs doivent être instruites dans différents arts et métiers  
à l'usage de leur habit, soit pour leur propre usage, l'entretien  
et le raccommodement de toute la communauté, pour leur propre  
distinction des autres, et dans l'habituellement de leur  
conservation de sa Cellule, et dans quelques autres choses pour l'usage  
toute occasion de leur communauté.

15. Pour les visites, on fera visiter par une de ses grandes  
Sœurs, ou une autre Religieuse digne à cet effet,  
la communauté et l'économie journalière de la Statute et les  
nécessités spirituelles des Sœurs, et dans le cas où il y aura  
des malades, on fera visiter par une de ses grandes  
Sœurs, ou une autre Religieuse digne à cet effet, après chaque visite,  
après chaque visite, l'état de la communauté  
et les besoins pour l'entretien des malades et l'entretien  
spirituel des Sœurs.

16. Si quelques Sœurs tombent malades elle s'occupera de leur  
soin et leur donnera tous les secours des Sœurs, et en l'absence  
de ces Sœurs infirmes, elles s'occupent de leur  
soin et leur donneront tous les secours des Sœurs, et en l'absence  
de ces Sœurs infirmes, elles s'occupent de leur  
soin et leur donneront tous les secours des Sœurs.

§. 4.  
Des services des Malades.

17. Quand une pauvre malade sera venue à l'hôpital elle  
sera reçue au lit et les habits de l'hôpital et on fera l'administration  
de tout ce qu'elle y aura apporté, on mettra tout en ordre.



reuer  
brist

pour le lieu de l'entre de l'Etat...  
18. sur un... de l'Etat...  
19. l'administration...  
pour... et... les...  
aux... et... en...  
18. sur un... de l'Etat...  
19. l'administration...  
pour... et... les...  
aux... et... en...

*Certificat conforme*

Le Ministre Secretaire d'Etat, Signe' L. B. Des...  
Professeur.  
Pour Copie Conforme.

Le Ministre des Cultes, Signe' L. G. de...  
De...  
Par le Ministre

Le Ministre au Cabinet d'Etat Secretaire General Signe'...  
Pour Copie Conforme.

Le Secretaire General de l'Imprimerie Signe'...  
Pour Ampliation  
Le Sous-prefet.

A. Delainmont



Lombes, le 20 Mars 1815.

Dame Frère.

Archives des Religieuses  
Augustines  
Rebecq-Rognon No<sup>VI</sup> 115.

J'ai l'honneur de vous envoyer le boudet d'institution  
publique, par lequel votre maison est reconnue comme  
Congrégation-hospitaière. je suis charmé de pouvoir vous  
annoncer cette bonne nouvelle qui dissipera tout vos inquié-  
tudes, et vous apprendra l'accomplissement de vos desirs.  
si vous avez eu le plaisir de faire remplir vos cahiers  
j'espère qu'en tout autre moment vous ne m'appréhendez  
pas et sans obligation celui qui vous prie ainsi que toutes  
la communauté de s'entendre agréer les assurances de la toute  
dévotion la plus distinguée.

Dame Frère.

Votre très humble serviteur  
Le P. François Doyen et Sup  
de Lombes de votre Dame

Mes respects à M<sup>rs</sup> le Directeur

Gage le 28 février 1814

Mme Gault,

Archives des Religieuses  
Augustines  
Rebecq-Rognon No 7116.

Les circonstances se ayant empêché depuis  
longtemps de vous aller voir, et ne pouvant mieux  
le faire, j'ai l'honneur de vous écrire que vous  
serez toujours bien portante et que vous  
soutiendrez toujours une bonne santé.

Je vous prie lorsque vous serez le  
week-end prochain de venir que j'ai écrit  
de lui remettre l'écrit en souvenir  
car vous savez comme moi qu'il est fort  
impatient.

Après avoir écrit ces quelques lignes  
j'ai été obligé de vous en  
remercier  
Mme Gault

Rebecq le 15 avril 1816

La Prieure du monastere & hospital  
de Rebecq à Mr le Sous-intendant de  
l'arrondissement de Nivelles

Monsieur

Archives des Religieuses

Augustines

Rebecq-Rognon No 117

Vous me demandez par votre lettre du 11  
avril qui nous est parvenue le 14 l'acte  
ou plus-tot la copie d'approbation obtenue  
de la part du gouvernement. Si c'est du gouver-  
nement Français que vous parlez monsieur  
je dois vous dire dans toute la sincerite de mon  
cœur & au nom de toutes mes consœurs qui y ont  
ete seduites par de mauvais conseils, par insi-  
mations ~~perilleuses~~ menaces etc nous avions con-  
senti à recevoir de nouvelles Statuts & constitu-  
tions fermement persuadees qu'elles nous alloient  
etre donnees par l'autorite ecclesiastique comme  
on nous le faisoit esperer & a qui seul cela  
competoit. mais quelle fut notre surprise en  
voiant nos Statuts & constitutions donnees par  
le peributaire de l'Europe qui envahissoit les  
droits de l'eglise; aussi nous n'avons pas hesite  
de protester, revokee & annuller l'adhession  
que nous y avions donnee ~~et~~ <sup>et nous</sup> avons renvoie  
par un acte du 31 decembre 1809 #

les memes Statuts & constitutions avec l'attache  
admission & approbation du gouvernement. il  
nous est donc impossible de vous envoyer une  
copie d'un acte que nous avons renvoie par le  
même canal par ou il nous avoit été communiqué  
Si ce sont nos anciennes constitutions & Statuts  
donnés par les Archevêques de malines nos  
seuls Supérieurs en matière ecclésiastique, elles  
n'ont jamais été sujettes à une approbation  
civile, mais reposoient sous l'ombre benévoisante  
des nos anciennes loix principalement sous l'acte  
de la jouissance entrée. Si cependant Mr. vous en  
desirez une copie nous nous serons un vrai  
devoir de vous l'envoyer sans délai.

nous vous envoie la copie d'un acte renvoie  
au gouvernement Français touchant la nature &  
le but de notre fondation  
Depuis l'époque fatale de nos nouveaux Statuts  
nous n'avons reçu aucune novice & nous ne  
sommes seulement au nombre de huit  
agros messieurs l'assurances de ma parfaite  
considération

#1021

Mr le Doyen

Ébœuf. ce 15 avril 1816

Archives des Religieuses  
Augustines  
Rebecq-Rognon No 5117

Nous venons de recevoir une lettre de Mr. le  
Sous-intendant de l'arrondissement de Nivelles  
dont nous vous envoie la copie coté N° 1. &  
la réponse à la lettre coté N° 2. Il constate comme  
vous le verrez par cette lettre, qu'on nous demande  
les Statuts constitutions & approbations que le perturba-  
teur de l'Europe & l'envahisseur des droits de l'Eglise  
nous donna jadis... vous savez Mr que nous avons  
protéste révoqué cassé & annulé l'adhésion que nous y  
avions donné par un acte daté du 31 ~~de~~ 1809 ~~antérieur~~  
Et que nous vous envoie encore en le renouvelant pour  
autant qu'il est nécessaire. nous vous avions déjà envoyé  
le dit acte par notre directeur Don Etienne Tuhon, mais  
comme nous lui <sup>retirer</sup> les pouvoirs en cas qu'il ne venait pas  
le <sup>rapporter</sup> ~~rapporter~~ il nous l'écrivit en nous racontant ces fâcheuses  
circonstances... la peur <sup>de</sup> être privé de notre directeur nous  
avons eu la faiblesse de ne pas vous le renvoyer de chef.  
nous le faisons aujourd'hui tant pour nous acquitter  
de notre devoir que pour pouvoir répondre à Mr le  
Sous-intendant qui nous en pense ~~pas~~ lui envoie  
ni l'original ni la copie de ces constitutions de que  
nous n'avons plus. ~~Nous prions vous bien Sincèrement~~

~~à Monsieur qui par le porteur de cette lettre vous envoie  
une lettre indiquant le lieu de son domicile à Paris  
à Paris de la sorte que vous en avez ou en serez le  
Domicile en attendant le jour de votre arrivée que  
vous aurez la bonté de nous signifier par le porteur  
de cette nous sommes avec une parfaite vénération.~~

Vos très humble Servantes

Le porteur de cette n'a aucune connaissance de ceci  
Nous vous prions donc de n'en rien dire  
à personne.

Nivelles, le 11 avril 1816.

No.

Objet.

Le Sous-Intendant  
de l'Arrondissement de Nivelles,

À Madame la Directrice des Sœurs  
hospitalières de Rebecq.

Madame,

La Majesté doit connaître les associations qui ont  
autrefois appartenues à des monastères ou autres corporations  
et les statuts et conditions de leur admission je vous  
 prie de m'envoyer au reçu de la présente l'acte ou  
 plutôt la copie, d'approbation que vous avez obtenu de  
 la part du gouvernement ensemble la copie des statuts  
 et conditions de votre admission, vous y donnerez aussi  
 le nombre des individus qui composent votre association  
 en indiquant si depuis votre admission vous avez reçu  
 quelques novices.

agréez je vous prie Madame l'assurance de  
 mon parfait dévouement.

Le Sous-Intendant  
A. Herlainmont

Je vous recommande de ne pas  
différer l'envoi



an 1812

au 30 Xbre 1812 il existoit a l'hopital de Robecq, douze

~~Sœurs Hospitalières~~

Savoir

- Sœur Catherine de Masbaid decedee le 26 Janvier 1813
- Sr Françoise Buisset 1 decedee le Mai 1815
- Sœur Aldegonde huet 2
- Sœur Henriette Clement 3
- Sr Marie Joseph Faignant decedee le 6 Janvier 1813
- Sr Menelde 4
- Sœur Caroline Cuvelier 5
- Sœur Augustine Pirquin 6
- Sœur Felicité Malin 7
- Sr Josephine Dufour
- Sœur Rosalie Duquesne 9

Archives des Religieuses  
Augustines  
Rebecq-Rognon No 120.

an 1816

- 1 Sœur Aldegonde huet
  - 2 Sr Henriette Clement
  - 3 Sr Menelde
  - 4 Sr Caroline Cuvelier
  - 5 Sr Augustine Pirquin
  - 6 Sr Felicité Malin
  - 7 Sr Rosalie Duquesne
  - 8 Sr Josephine de Fours
- total 8 Josephine a été admise Sr Sœur Hospitalière  
sous le Statut sous le contentement de  
l'Administration

7 Pennec  
5 Sizain  
C<sup>o</sup> 117

N. 3

N<sup>o</sup> 7. Nous Guillaume par la Grace de Dieu  
Roi des Français Roi d'Espagne Roi  
Grand Duc de Luxembourg &c &c

Sur le rapport du Directeur General du Collège  
Catholique du 25 fev 1823 N<sup>o</sup> 7458

Vu le rapport de notre ministre de l'Instruction  
et de l'Université du 8 mai N<sup>o</sup> 102

Entendu le Conseil d'Etat (avis du 6 mois N<sup>o</sup> 8  
nous avons jugé convenable de limiter

1<sup>o</sup> que le nombre actuel des Membres des  
Congrégations religieuses ci dessus mentionnées y compris  
les novices soit pour le maximum

Pour le Brabant Méridional

Pour le hospice de Rebecq dix Religieuses

2<sup>o</sup> que les Supérieures desdites Congrégations soient nées  
en ce Royaume ou naturalisées

3<sup>o</sup> que nous nous réservions d'augmenter ou diminuer  
le nombre desdits Membres selon les Raisons  
qui nous seront alléguées

Le 12 Juin 1821

Signé Willem,

Le Commissaire Royal de l'arrondissement de Nivelles  
absent pour service extraordinaire J. Dignette  
délégué

Archives des Religieuses  
Augustines  
Rebecq-Rognon No 612

N. 698

Summe

Nous Guillaume par la grâce de  
Dieu, Roi de France, Duc, Prince & Grand  
Grand Duc de Luxembourg &c. &c. &c.

sur le rapport du Directeur général de  
l'École Catholique du 27<sup>me</sup> 1823 N. 698

Entendu le conseil d'état (art. 4 de la  
loi N. 8) nous avons jugé convenable de limiter

N. 698

1<sup>o</sup> Que le nombre actuel des membres des  
congrégations religieuses en de plus mentionné y compris  
les novices soit pour le Monastère.

Pour le Prévôté Méridional  
Pour l'hospice de Weberg dix Hospitalières

2<sup>o</sup> Que les Supérieures des susdites congrégations  
soient nées en le Royaume ou naturalisées.

3<sup>o</sup> Que nous nous résolvions d'augmenter ou  
diminuer le nombre desdites membres selon les  
raison qui nous seront alléguées.

Le 12 Juin 1824

Signé: Willem.

un tantos Confere  
ou autres

Archives des Religieuses  
Augustines  
Rebecq-Rognon No 122.